Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-227700010-20171124-lmc100000016456-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01/12/2017

Réception Préfet : 01/12/2017

Publication RAAD : 01/12/2017

Procès-Verbal

**Séance publique
du**

**Conseil départemental
du**

28 septembre 2017

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE SEINE-ET-MARNE

Séance publique du jeudi 28 septembre 2017

--

Etat de présence

L'an 2017, le jeudi 28 septembre de 9h40 à 13h25, le Conseil départemental s'est réuni en l'Hôtel du département sous la présidence de Jean-Jacques BARBAUX, Président.

ONT ÉTÉ PRÉSENTS :

M. Jean-Jacques BARBAUX
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI
M. Arnaud de BELENET à compter du rapport n° 1/06
Mme Cathy BISSONNIER
M. Ludovic BOUTILLIER
Mme Martine BULLOT
M. Bernard CORNEILLE
M. Bernard COZIC
Mme Monique DELESSARD
M. Smaïl DJEBARA
Mme Martine DUVERNOIS
M. Vincent ÉBLÉ
Mme Anne-Laure FONTBONNE
Mme Julie GOBERT
M. Jérôme GUYARD
M. Yves JAUNAUX
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
Mme Nolwenn LE BOUTER
Mme Daisy LUCZAK
Mme Marianne MARGATÉ
Mme Isoline MILLOT
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François ONETO
Mme Véronique PASQUIER
M. Ugo PEZZETTA
Mme Laurence PICARD
Mme Valérie POTTIEZ-HUSSON
Mme Isabelle RECIO
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Geneviève SERT
M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR
M. Jérôme TISSERAND
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Franck VERNIN
Mme Andrée ZAÏDI

ONT ÉTÉ ABSENTS :

M. Pierre BACQUÉ
M. Arnaud de BELENET jusqu'au rapport n° 1/05 inclus

ONT ÉTÉ ABSENTS ET ONT DONNÉ POUVOIR :

M. Jean LAVIOLETTE à Mme Virginie THOBOR
M. Olivier MORIN à Mme Véronique PASQUIER
M. Brice RABASTE à Mme Céline NETTHAVONGS
Mme Sandrine SOSINSKI à M. Olivier LAVENKA
M. Sinclair VOURIOT à Mme Geneviève SERT

Le quorum étant atteint, le Conseil départemental a, après délibération, adopté les délibérations inscrites à son ordre du jour de la façon suivante :

N° d'ordre	Intitulé	Sens du Vote
0/01	A - Procès-verbaux de la séance publique du 19 mai 2017.	Adopté à l'unanimité
	B - Procès-verbaux de la séance publique du 9 juin 2017.	Adopté à l'unanimité
0/02	Décisions prises par le Président du Conseil départemental du 22 mai au 11 septembre 2017.	Adopté à l'unanimité
0/03	Délégation de compétence au Président du Conseil départemental en matière de marchés publics – Information sur les marchés et avenants notifiés entre le 1er avril et le 30 juin 2017.	Adopté à l'unanimité
0/05	Rapport d'activité 2016 des services du Département.	Adopté à l'unanimité
1/01	Adhésion au GIP Porte Sud du Grand Paris.	Adopté à l'unanimité
1/02	Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes relatives à l'enquête réalisée sur la politique du haut et du très haut débit - Exercices 2006 et suivants - dans le département de Seine-et-Marne.	Adopté à l'unanimité

N° d'ordre	Intitulé	Sens du Vote
1/03	Contrats Ruraux.	Adopté à l'unanimité
1/04	Contrat d'aménagement communal du territoire (CONT.A.C.T.) entre le Département et la commune de Jouy-sur-Morin.	Adopté à l'unanimité
1/05	Contrat Intercommunal de Développement (CID) de la Communauté de communes de la Brie Nangissienne - Contrat cadre, programme d'actions et une convention de réalisation.	Adopté à l'unanimité
1/06	Contrat Intercommunal de Développement (CID) de la Communauté d'Agglomération Melun Val-de-Seine. Contrat cadre, programme d'actions et conventions de réalisation.	Adopté à l'unanimité
1/07	Contrat Intercommunal de Développement (CID) de la Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau - Contrat cadre et conventions de réalisation.	Adopté à l'unanimité
1/08	Avis sur le projet de modifications du périmètre des arrondissements de Provins et Torcy.	Adopté à l'unanimité
1/09	Présentation des rapports de l'Observatoire de l'eau et du bilan 2016 des actions du Plan départemental de l'eau 2012 - 2016.	Adopté à l'unanimité
1/10	Bilan d'activités 2016 de l'Assistance Technique Départementale (ATD) dans les domaines de l'assainissement, des milieux aquatiques et de la protection de la ressource en eau pour la production d'eau potable.	Adopté à l'unanimité
0/06	Motion relative à la suppression des contrats aidés.	Adopté à la majorité (Voix POUR : 43 Voix CONTRE : 2)
1/11	Nouvelle politique départementale de l'eau et règles d'attribution des subventions.	Adopté à l'unanimité (Voix POUR : 37 Abstentions : 8)
1/12	Contrat de bassin - Contrat de bassin 2017-2022 de la Vallée de Yerres aval et du Réveillon.	Adopté à l'unanimité
1/13	Contrat d'animation des captages du secteur d'Hondevilliers.	Adopté à l'unanimité

N° d'ordre	Intitulé	Sens du Vote
1/14	Politique départementale des Espaces naturels sensibles (ENS).	Adopté à la majorité (Voix POUR : 37 Voix CONTRE : 2 Abstentions : 6)
1/15	Modification du périmètre de l'Espace naturel sensible (ENS) « La forêt régionale de Claye-Souilly ».	Adopté à l'unanimité
1/16	Aide à l'investissement du Département aux entreprises forestières d'exploitation, de travaux, et de première transformation. Signature d'un avenant à la convention CD77/CRIF/ASP pour le paiement des aides forestières.	Adopté à l'unanimité
1/17	Signature d'une convention entre le Département, la Région Ile-de-France et l'Agence de services et paiement (ASP) pour le paiement des aides aux agriculteurs dans le cadre des Mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC).	Adopté à l'unanimité
3/01	Lignes Seine-et-Marne Express : conventions partenariales.	Adopté à l'unanimité
3/02	A - Avenant n° 6 à la convention de délégation de compétence en matière de transports scolaires.	Adopté à l'unanimité
	B - Avenant n° 6 à la convention de délégation de compétence en matière de transports scolaires. Aménagement du règlement départemental des transports scolaires.	Adopté à l'unanimité
3/03	Attribution d'une subvention à l'Association Prévention Routière pour la réalisation d'actions de sensibilisation des collégiens aux risques routiers.	Adopté à l'unanimité
3/04	Dossier d'organisation de la viabilité hivernale pour l'hiver 2017-2018. Approbation de conventions avec des Communes pour les opérations de déneigement du réseau départemental de désenclavement.	Adopté à l'unanimité
3/05	Contournement Est de Roissy - Protocole d'accord entre l'État, la Région IdF, la Communauté d'Agglomération Roissy Pays-de-France, les Départements du Val d'Oise et de Seine-et-Marne, relatif au financement de l'aménagement complet.	Adopté à l'unanimité

N° d'ordre	Intitulé	Sens du Vote
3/06	A - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	B - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	C - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	D - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	E - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	F - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	G - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	H - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	I - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	J - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	K - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	L - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité

N° d'ordre	Intitulé	Sens du Vote
	M - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	N - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	O - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	P - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	Q - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	R - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	S - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
	T - Liaison Meaux/Roissy – Barreau RN3/RN2. Acquisitions foncières sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly.	Adopté à l'unanimité
3/07	Aménagement du barreau de liaison entre la RN 1104 et la RD 401 au Mesnil Amelot. Dossier de prise en considération modificative. Convention entre la Commune, la CC Plaines et Monts de France, la Société MYTHRA et le Département.	Adopté à l'unanimité
3/08	RD 411 - Desserte du futur parc touristique Napoléon sur le territoire de la commune de Marolles-sur-Seine. Dossier de prise en considération.	Adopté à l'unanimité
3/09	RD 16 - Etudes préliminaires de la suppression du passage à niveau n°8 de Saint-Pierre-lès-Nemours. Convention entre le Département et SNCF Réseau.	Adopté à l'unanimité

N° d'ordre	Intitulé	Sens du Vote
3/10	Reclassement de la RD 103e dans la voirie communale de Buthiers. Convention avec la Commune.	Adopté à l'unanimité
4/01	Participation au Conseil départemental de l'accès au droit (C.D.A.D.).	Adopté à l'unanimité
4/02	Conventions de partenariat avec les associations de la Rose des Vents et du Rocheton relatives à la médiation des grands passages des gens du voyage et à la gestion des aires de grands passages.	Adopté à l'unanimité
4/03	A - Subventions aux associations œuvrant à la cohésion et insertion sociale. Convention d'objectifs 2017 - 2019 visant à formaliser les modalités de partenariat entre le Département et les cinq associations caritatives.	Adopté à l'unanimité
	B - Subventions aux associations œuvrant à la cohésion et insertion sociale. Soutien financier aux associations portant des actions d'insertion sociale et médico-sociale.	Adopté à l'unanimité
	C - Subventions aux associations œuvrant à la cohésion et insertion sociale. Soutien aux associations accompagnant les victimes de violences conjugales permettant un accès aux droits. Convention d'objectifs visant à formaliser le soutien du Département à l'association Les Amis du Bus des Femmes pour l'année 2017.	Adopté à l'unanimité
	D - Subventions aux associations œuvrant à la cohésion et insertion sociale. Soutien aux associations œuvrant à l'insertion et l'accompagnement des victimes d'infractions pénales et favorisant l'accès aux droits. Avenant n° 1 à la convention d'objectifs 2016 - 2018 visant à formaliser le soutien du Département à l'association d'Aides aux victimes et de médiation judiciaire (A.VI.ME.J).	Adopté à l'unanimité
4/04	Attribution d'une subvention à l'Institut Régional du Travail Social Paris Ile-de-France au titre du soutien aux acteurs sociaux pour l'année 2017.	Adopté à l'unanimité (Non prise de participation au vote : 1)

N° d'ordre	Intitulé	Sens du Vote
4/05	Réalisation des travaux d'aménagement de la Maison Départementale des Personnes Handicapées de Seine-et-Marne	Adopté à l'unanimité
5/01	Tarifs de la restauration scolaire dans les collèges publics - Année 2018.	Adopté à l'unanimité
6/01	Communication du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes d'Ile-de-France sur la gestion du Département de la Seine-et-Marne, dans le cadre de la politique en faveur du tourisme, concernant les exercices 2011 et suivants	Adopté à l'unanimité
6/02	Validation du plan de gestion UNESCO.	Adopté à l'unanimité
6/03	Mise en œuvre de la convention de partenariat avec la Fondation du patrimoine : lancement d'une souscription publique dans le cadre du programme de restauration des toitures-terrasses du Musée départemental de préhistoire d'Île-de-France.	Adopté à l'unanimité
6/04	Politique départementale en faveur de l'entretien et la restauration du patrimoine monumental : attribution de subventions, 3ème répartition.	Adopté à l'unanimité
7/01	Autorisation de recouvrement auprès de l'Etat des intérêts moratoires et des indemnités forfaitaires imputables au Payeur départemental au titre de l'exercice 2016.	Adopté à l'unanimité
7/02	Garantie d'emprunt en faveur de l'OPH Val du Loing Habitat (acquisition en VEFA de 22 logements à Moret-Loing-et-Orvanne sur le territoire de l'ancienne Commune d'Ecuelles).	Adopté à l'unanimité
7/03	Garantie d'emprunt en faveur de la SA d'HLM Les Foyers de Seine-et-Marne (emprunt complémentaire pour l'acquisition-amélioration de 70 logements à Fontainebleau).	Adopté à l'unanimité
7/04	Garantie d'emprunt en faveur de la SA d'HLM Les Foyers de Seine-et-Marne (emprunt complémentaire pour la construction de 16 logements à Evry-Grégy-sur-Yerres).	Adopté à l'unanimité
7/05	Garantie d'emprunt en faveur de la SA d'HLM Logement Francilien (acquisition en VEFA de 20 logements à Lieusaint).	Adopté à l'unanimité

N° d'ordre	Intitulé	Sens du Vote
7/06	Garantie d'emprunt en faveur de la SA d'HLM les Foyers de Seine-et-Marne (emprunt complémentaire pour la construction de 31 logements à Cesson).	Adopté à l'unanimité
7/07	Fonds d'urgence de 30 000 € pour les sinistrés des Antilles.	Adopté à l'unanimité

M. LE PRÉSIDENT. Mes Chers collègues, je vous demande de prendre place. Magalie, vous accélérez l'entrée des retardataires. Merci. Donc, j'ai le plaisir à vous saluer toutes et tous. Je voudrais avant excuser Sinclair VOURIOT qui continue à se battre contre sa maladie. Il va plutôt mieux. Olivier MORIN qui est aux États-Unis, et Brice RABASTE, mais qui lui est en délégation, en mission pour me représenter à la réunion de concertation sur le Schéma Régional sur l'Habitat et l'Hébergement, organisée par Monsieur CADOT, notre Préfet de Région.

Alors, aujourd'hui, j'ai le plaisir et nous avons le plaisir d'accueillir Madame le Préfet de Seine-et-Marne dans notre hémicycle. Il n'est pas d'usage depuis la décentralisation que le représentant de l'État vienne se présenter devant l'Assemblée départementale, mais je suis... je tenais, et en même temps, je remercie Madame le Préfet pour ce geste symbolique qui illustre bien, à mon avis, les bonnes relations constructives que le Département et l'État ont liées en Seine-et-Marne depuis déjà un certain temps. Madame le Préfet, au nom de l'ensemble de mes collègues, je vous souhaite la bienvenue et je forme le vœu de relations constructives, dans l'intérêt général des Seine-et-Marnais et de notre territoire, mais cela a déjà commencé. Je vous donne la parole.

Mme LE PRÉFET. Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les conseillers départementaux, Mesdames, Messieurs, c'est un grand plaisir pour moi aujourd'hui d'être parmi vous alors que vous allez vous apprêter à entamer une session. Compte tenu de ma prise de fonction récente en Seine-et-Marne, mais également de la période de réserve qui vient de s'achever avec les élections sénatoriales, je n'ai pas encore eu l'occasion de vous rencontrer formellement. C'est désormais chose faite. Et je me réjouis de cette opportunité qui m'a été offerte par le Président BARBAUX de vous saluer par ces quelques mots.

Le travail avec les élus constitue à mon sens une des priorités, mais aussi une des richesses du métier de Préfet. Je veillerai à ce que nos relations soient nourries et constructives. Je prends la mesure, à pas comptés, parfois bousculée par l'actualité d'ailleurs, de l'importance et des spécificités du Département. Vu la vigueur des projets qui s'y développent, il est évident que votre implication pour les Seine-et-Marnais est totale et je souhaite que nous travaillions main dans la main sur tous nos sujets communs.

Alors, il est de coutume, quand le Préfet vient dans l'Assemblée départementale, de faire la présentation de l'activité des Services de l'État dans le Département. C'est ce qui avait été prévu avec mon prédécesseur, c'est la raison pour laquelle nous vous avons distribué le rapport de service de l'État 2016. Cette année, pour des raisons purement calendaires, nous nous sommes mis d'accord, avec le Président BARBAUX, pour déroger à cette habitude, à la fois à cause du calendrier électoral fourni qui vient de nous précéder, de mon arrivée récente, mais également de la tenue demain du Congrès des Maires et Présidents d'EPCI.

Je reviendrais, à cette occasion, sur un certain nombre de sujets qui nous occuperont dans les mois à venir, et il me semblait important de réserver...de pouvoir le faire, pour cette première fois, auprès de l'ensemble des élus locaux du Département, puisque j'ai cru comprendre que l'assemblée des Maires était dans ce Département l'événement réellement avec les élus locaux.

Nous vous avons tout de même distribué le rapport des Services de l'État en 2016. Mais normalement la présentation est suivie d'échanges entre nous. Nous ne les ferons pas cette fois-ci. Par contre, si vous avez des questions sur ce rapport qui vous amènent à vous interroger, mes services se tiennent à votre disposition pour échanger sur certains des points qui sont évoqués et pour lesquels vous pourriez vouloir des précisions.

Je renouerai avec la tradition de la présentation orale de l'activité des Services de l'État pour l'exercice 2017. Nous allons faire en sorte de le faire assez rapidement, afin que lors d'une de vos prochaines sessions de printemps, nous refassions l'exercice, de manière plus complète, et cela me permettra de répondre à vos questions.

Je vous l'ai dit, je suis très attachée au dialogue avec les élus. À mon sens, la coopération entre le Département et l'État constitue un maillon indispensable de la conduite des politiques publiques sur le Territoire. Ces bonnes relations passent par des échanges réguliers avec vous et votre équipe resserrée, Monsieur le Président. Et je souhaite que les rencontres mensuelles, que vous aviez avec mes prédécesseurs, se poursuivent. Je crois que nous avons déjà commencé et je me suis inscrite dans ces pas-là. Mais le travail commun passe également par des projets associant l'ensemble des élus et des services concernés. J'ai pris connaissance, bien évidemment, de votre Livre Blanc « *Seine-et-Marne 2030 l'Île-de-France des possibles* », tout un programme, en soi. Les enjeux de ce territoire, identifiés dans cette perspective, impliquent que nous nous associons pour les traiter, et je sais qu'une réunion de travail a d'ores et déjà eu lieu. Sachez que mes services vont continuer à y contribuer, comme vous le souhaitez. D'autres travaux conjoints vont dans le sens d'une meilleure administration du territoire. Je pense par exemple au Schéma Départemental d'accessibilité des services au public qui vient tout juste d'être finalisé, à l'issue d'un travail commun. Et là, c'était réellement – la loi avait donné cet impératif – un travail en commun puisque c'est le fruit à la fois de l'État et du Conseil départemental. Mais je pense aussi au Plan Départemental de l'Eau que je me réjouis de signer le 3 octobre prochain, car la question de l'eau en Seine-et-Marne me semble particulièrement sensible, et l'ajout à ce plan d'un volet consacré à la gestion du risque inondations le rend d'autant plus important. Je souhaite donc que les collectivités locales soient d'avantage accompagnées dans les différents chantiers, sur ce sujet, ce qui sera notamment facilité par le renforcement du volet gouvernance du plan. Parce que sur l'eau, il y a vraiment beaucoup de sujets. Il y a évidemment d'autres sujets qui vont en nourrir nos relations de travail ces prochains mois, et, je le répète, le travail en commun de la Collectivité départementale et des services de l'État est indispensable à la qualité des services publics des Seine-et-Marnais. C'est ce même message que je délivrerai demain, lors du congrès des Maires et Présidents d'EPCI, où je pense que je vous retrouverai.

Pour conclure et pour concrétiser mon souhait de travailler avec vous sur vos territoires, je vous évoque un peu ma méthode de travail. J'accepterai volontiers, si vous m'invitez les uns et les autres, de participer à des réunions cantonales qui me permettront de découvrir en proximité les communes ou communautés de vos cantons, et leurs élus, ou des initiatives économiques, associatives qui peuvent s'y prendre. En général, la tournée cantonale, pour moi, se fera presque sur une journée, voilà. Je suis à votre disposition, maintenant que nous n'avons plus d'élections, plus de période de réserve, pour parcourir le territoire, et que chacun d'entre vous puisse, s'il le souhaite, me le faire découvrir avec ses propres particularités, au plus fin des Seine-et-Marnais. Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT. Merci, Madame le Préfet. Vous dire que l'an dernier, je me suis rendu dans les 23 cantons, et à partir de début 2018, je me rendrais dans chaque intercommunalité. Parce que, évidemment, cantons et intercos...

Mme LE PRÉFET. Vingt-huit, vingt-cinq, voilà.

M. LE PRÉSIDENT. Voilà... ne correspondent pas toujours, donc à l'évidence, vous êtes la bienvenue, si, en fonction de votre agenda, vous pouvez honorer de votre présence, peut-être pas toutes, mais certaines, ce sera avec grand plaisir. Et là aussi, cela affiche la collaboration saine et bonne entre l'État et le Conseil Départemental, avec vous, donc voilà. Comme je sais que vous manquez un peu de travail, je vais vous remettre un document sur lequel j'ai beaucoup travaillé avec mes services, qui est une base de travail, mais que je vais transmettre au ministre de l'Éducation, que je connais bien puisque ça a été mon Recteur, et en même temps, c'est sur le projet de Schéma Départemental des formations. C'est un document que je trouve assez fondateur et qui vise à remettre en phase les bassins de formations et les bassins d'emplois, ce qui n'est plus le cas, puisque celui que nous subissons aujourd'hui a quinze ans. Donc cela ne correspond plus à grand-chose, et donc, on va se battre. Donc, j'espère vous avoir à mes côtés

pour faire avancer ce projet, avec Madame la Rectrice et bien sûr vous-même, le Préfet de Région et puis le Ministre.

Mme LE PRÉFET. Merci, un nouveau chantier.

M. LE PRÉSIDENT. Bon, Madame le Préfet.

Mme LE PRÉFET. Je me rends aux Assises du logement maintenant.

M. LE PRÉSIDENT. Et bien écoutez, bonne Journée, je vous salue, mes respects, merci d'être venue jusqu'à nous. On va vous accompagner, voilà. Je ne vous accompagne pas, mais voilà. Merci.

Nous allons donc reprendre notre séance. Je voudrais, en préambule, vraiment dire ma satisfaction de voir revenir auprès de nous Andrée ZAIDI, après, quand même, un dur moment, mais cela à l'air de bien progresser. La rééducation a fait son œuvre. Donc vraiment très heureux que tu sois là, Andrée.

Je vous informe du calendrier suivant : la prochaine séance publique se tiendra le jeudi 5 octobre 2017, à 9 heures 30, afin de renouveler et de compléter la composition de notre Assemblée et de ses différents organes, notamment la Commission permanente. La séance publique suivante aura lieu le vendredi 20 octobre 2017 et sera suivie de la Commission permanente, initialement prévue le lundi 9 octobre 2017. Les commissions techniques se réuniront le lundi 16 octobre, à partir de 10 heures. La Commission des Finances se réunira le mercredi 18 octobre à 14 heures 30. Aussi, vous trouverez sur vos pupitres les calendriers des Assemblées, mis à jour, suite aux dernières modifications pour le second semestre et pour l'année 2018.

Un rappel des manifestations. Voici les quelques événements dont le Département est acteur ou partenaire : sur le plan environnemental, le mois d'octobre sera riche, avec le 3 octobre, la signature du troisième Plan Départemental de l'Eau – Madame le Préfet vient d'en parler – le 6 octobre, le lancement de l'application smartphone « *ballades branchées* ». Et les 17 et 19 octobre, les journées techniques de l'eau. Du 3 au 17 octobre, les Maisons Départementales des Solidarités proposent, dans le cadre de la journée des aidants, différentes actions, forum, conférence, théâtre. Le troisième forum de l'offre médico-social se déroulera, quant à lui, le 5 octobre à Hautefeuille. L'activité des ressources humaines ne sera pas en reste, avec la journée de l'agent qui se situera le 11 octobre 2017. Les travaux dans les collèges seront également mis à l'honneur avec la tenue des coulisses du bâtiment, sur le chantier du collège de Vulaines-sur-Seine, le 13 octobre, et la livraison des travaux de rénovation de la serre de la SEGPA du collège Europe de Chelles, le 19 octobre. Partez à la découverte des patrimoines naturels, historiques et culturels de la réserve de la biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais, en participant à la ronde en vélo, le 15 octobre. Pour finir, de nombreuses animations sont organisées dans nos musées départementaux. Le Château de Blandy nous offre, une fois encore, une programmation de qualité, dans le cadre des dimanches de Blandy. Et pour rappel, bien sûr, je vous retrouverai, avec plaisir, tous demain au 56^e congrès des Maires de Seine-et-Marne.

Par ailleurs, vous trouverez à disposition des groupes politiques un exemplaire d'une synthèse du rapport d'activités des Services de l'État de l'année 2016, du Plan Départemental de l'Eau 2016, et de l'ouvrage « *L'industrie au vert. Patrimoine industriel et artisanal de la Vallée de la Seine et Seine-et-Marne* ».

Quelques mots de ma part. Je souhaite en préambule de cette séance adresser toutes mes félicitations aux nouvelles sénatrices et nouveaux sénateurs de la Seine-et-Marne. Leurs actions dans la défense de nos collectivités et des Seine-et-Marnais à la Chambre Haute du Parlement seront plus que jamais nécessaires. Permettez-moi aussi de rappeler la joie du Département de voir confirmer l'organisation des Jeux Olympiques, à Paris en 2024. Dans notre combat pour renforcer l'attractivité de Seine-et-Marne, nous y voyons une formidable opportunité en termes d'image et de retombées économiques. La Seine-et-Marne, à travers la base nautique de Vaires-sur-Marne, et l'accueil de délégations et visiteurs, issus de tous les pays, saura se mobiliser pour

présenter au monde tous ces atouts. Avec donc d'autres évolutions qui se font jour sur des entraînements, des sites de logement, des sites de sportifs, tout cela est en cours d'organisation.

Chers collègues, cette rentrée 2017, et les mois qui vont venir, s'annoncent comme décisive pour l'avenir des départements. Le Président de la République nous a promis, cet été, l'instauration d'une nouvelle relation de confiance avec les collectivités locales. Je ne veux pas présager de l'avenir, mais d'autres avant lui avaient fait les mêmes promesses. Elles ont été malheureusement brisées. Dans le cadre de la contractualisation annoncée avec les grandes collectivités locales, le Département sera un partenaire exigeant qui souhaite que soient reconnus à sa juste valeur les efforts déjà réalisés par la collectivité pour offrir des services publics de qualité à nos Seine-et-Marnais, tout en maîtrisant nos dépenses. Nous n'avons certainement pas attendu les injonctions du gouvernement pour prendre nos responsabilités. Mais que nous réserve l'avenir, au juste ? Entre une nouvelle architecture institutionnelle de la Métropole du grand Paris qui menace, une fois de plus, l'intégrité et l'équilibre territorial et financier de la Seine-et-Marne, la baisse drastique de l'enveloppe des contrats aidés et le point imposé de charge, dont l'État retarde sans cesse la compensation – c'est vrai que la somme, l'addition de tout ça a de quoi inquiéter. Le Gouvernement a annoncé un abondement budgétaire de 6,5 millions d'euros, en 2017, pour la prise en charge des mineurs non accompagnés pour l'ensemble des départements, et uniquement sur la partie « *évaluation* ». C'est un premier pas, mais je rappelle que notre seule collectivité a consacré à cette prise en charge 25 millions d'euros en 2016, contre 11,5 millions en 2015.

Devant l'urgence à limiter la forte dégradation de ces dispositifs, le Département a pris de manière... des premières décisions, avec un nouveau processus d'accueil des MNA et l'arrêt de la prise en charge de ces mineurs qui ne sont plus mineurs et qui ont atteint la majorité. Cette responsabilité incombe à l'État. Ces décisions, difficiles à comprendre pour certains, nous les assumons, car il s'agit, ni plus ni moins, que d'éviter la totale embolisation des services départementaux. Je me joins à la réponse de l'Association des Départements de France, en souhaitant l'ouverture immédiate de négociations précises et ambitieuses sur ce dossier.

Chers collègues, ces incertitudes ne paralyseront pas les efforts du Département pour faire progresser la Seine-et-Marne vers plus de solidarité territoriale et humaine, plus d'innovations, plus d'attractivité économique. C'est la présentation à cette séance du troisième Plan Départemental de l'Eau, dont nous acterons le lancement le 3 octobre prochain avec, à nos côtés, un nouveau signataire qui est l'Agence Régionale de Santé, dont le rôle est essentiel dans de nombreux projets. Les résultats du Plan Départemental de l'Eau 2012-2016 montrent que des progrès importants ont été réalisés. Nous devons donc poursuivre dans cette voie, en simplifiant nos dispositifs, en ciblant nos aides et en prenant en compte de nouvelles problématiques telle que la gestion du risque inondations. Je voudrais remercier, bien sûr, Isoline MILLOT, pour sa forte implication sur ce dossier, et bien sûr, tous nos partenaires et tous nos collaborateurs qui se sont mobilisés pour mettre en cohérence nos actions et mutualiser nos moyens techniques et financiers. Le portage politique fort des projets a été la base de cette réussite commune et continuera à l'être. Nous soumettrons aussi aux votes de l'Assemblée la nouvelle politique de gestion des espaces naturels sensibles, tournée vers le renforcement des partenariats, la valorisation et l'ouverture au public de ces espaces, et l'association plus étroite des scolaires, à laquelle je tiens beaucoup.

La rentrée scolaire a été l'occasion de mettre en valeur l'action du Département sur de multiples fronts : bâtiments ; avec 50 millions d'euros investis dans la construction et la rénovation d'établissements, sécurisation, restauration, en proposant le système Cantinéo, équipements numériques, soutien aux sports et aux projets éducatifs, entre autres. Je souhaiterais là aussi, remercier nos services pour leur mobilisation exemplaire à la réussite de ces objectifs. Je citerais, quand même, l'énorme travail qui a été fait par notre service des transports pour réaliser toutes les modifications nécessaires suite au passage de plus de

300 communes à la semaine de quatre jours, et qui a donc dû se faire, là aussi, dans une période très courte, et nous avons pu voir qu'à la rentrée, tout a bien fonctionné. C'est aussi le gros travail du document sur lequel nous baserons la révision du Schéma Départemental des Formations, que j'ai remis à Madame le Préfet tout à l'heure, et sur lequel, évidemment, je vais rencontrer tous les décideurs dans ce domaine.

Le 19 septembre, le Département a eu le plaisir d'accueillir la réunion de présentation du Grand Paris des Bus, dont nous savons l'importance stratégique pour le développement des offres de mobilité en Seine-et-Marne et les projets des territoires. Vous pouvez compter sur l'engagement sans faille du Département et de son Président, Vice-président au STIF – enfin maintenant à Île-de-France Mobilités, il ne faut plus dire STIF – à poursuivre les efforts nécessaires au développement de liaisons performantes entre agglomérations seine-et-marnaises, entre pôles d'emplois majeurs et pour une desserte plus fine du territoire. Je pense notamment au développement des Seine-et-Marne express, avec l'inauguration en novembre de la nouvelle ligne Seine-et-Marne express Montereau-Provins qui marche déjà très fort.

Je souhaiterais également évoquer les trois nouveaux contrats intercommunaux de développement, que nous présentons aujourd'hui, avec les territoires de la communauté de commune de La Brie Nangissienne et des communautés d'agglomérations de Fontainebleau et de Melun Val-de-Seine, représentant les engagements du Département de plusieurs millions d'euros pour des projets structurants en Seine-et-Marne. Ces contrats symbolisent l'ambition du Département en même temps que son action de concertation et de proximité avec les territoires. Je reviendrai bien sûr sur ces sujets demain au Congrès des Maires, car la visibilité et l'action fédératrice du Département en faveur du développement économique et de l'emploi sont ici en jeu.

La nouvelle stratégie de développement de la Seine-et-Marne adoptée par notre Assemblée le 9 juin dernier, et que j'ai eu l'occasion de présenter au Président des EPCI, lors des Assises départementales des intercommunalités organisées début juillet, entre, avec cette rentrée, dans une phase opérationnelle. Nous avons lancé la consultation des collectivités locales et des intercommunalités autour de la structuration de l'offre d'Ingénierie départementale au sein du GIP regroupant Act'art, Aménagements 77, le CAUE, Initiatives 77 et Seine-et-Marne Environnement. Le Conseil d'administration de l'Agence Seine-et-Marne Attractivité sera installé le 6 novembre prochain, et son budget sera adopté début décembre, afin de rendre notre nouvel établissement public pleinement opérationnel comme prévu, au 1^{er} janvier 2018. Le Conseil stratégique pour la croissance et le développement de Seine-et-Marne sera, quant à lui, installé le 28 novembre en formation plénière. Sachez qu'une réunion du collège des acteurs économiques et sociaux interviendra auparavant, le 14 novembre, afin de leur présenter les objectifs de cette démarche innovante de concertation que nous engageons.

Enfin, je ne voudrais pas terminer mes propos sans évoquer la difficile période que vivent nos collectivités d'Outre-Mer, aux Antilles. En solidarité avec nos compatriotes, nous voterons à cette séance une aide financière exceptionnelle de 30 000 euros, *via* la Fondation de France, si vous en êtes d'accord. Je vous remercie.

Mes Chers collègues, je vous informe du dépôt d'une motion relative à la fin des contrats aidés, déposée par le groupe de la Gauche Républicaine et Communiste. Celle-ci sera examinée avant les rapports de la commission 1. Nous avons donc 48 rapports à examiner lors de ces séances, plus cette motion.

N 0/01

M. LE PRÉSIDENT. Alors, on passe avant les choses traditionnelles. Vous avez reçu les rapports de cette séance, les procès-verbaux des séances publiques des 19 mai, 9 juin dernier, en accord avec notre questeur. Vous en avez tous pris, je suppose, connaissance. Je vous remercie donc de bien vouloir vous prononcer sur l'adoption de ces procès-verbaux. Y a-t-il des observations ? On peut donc considérer que l'on peut les adopter dans leur forme. Il n'y a pas d'opposition ? Ils sont donc adoptés, je vous remercie.

N 0/02

M. LE PRÉSIDENT. Le 0/02. Quant aux décisions que vous m'avez accordées, qui ont été prises en fonction des délégations que vous m'avez accordées. Je vous demande de bien vouloir prendre acte des décisions qui ont été prises du 22 mai au 11 septembre 2017. Y a-t-il des objections ? Il ne semble pas, donc ces décisions sont entérinées. Merci.

N 0/03

M. LE PRÉSIDENT. 0/03. C'est la délégation de compétences que vous m'avez donnée en matière de marchés publics. Je vous demande de bien vouloir prendre acte des marchés et avenants notifiés entre le 1^{er} avril et le 30 juin 2017. Il y a-t-il des objections ? Il ne semble pas, merci.

N 0/05

M. LE PRÉSIDENT. : Et le rapport sur l'activité des services 2016. Ce rapport vous est comme l'an dernier présenté succinctement par Jean-Claude LOUCHET, Directeur Général des Services. Jean-Claude, vous avez la parole.

M. LOUCHET. : Merci, Monsieur le Président. Alors, le rapport d'activité des services, c'est en effet un document qui vous est remis chaque année. Il regroupe toute une série de données statistiques et d'indicateurs d'activités. Ce qu'il faut savoir, c'est que pour un certain nombre d'entre eux, nous les suivons mensuellement, et cela permet de piloter l'activité des services et de procéder à des réajustements tout au long de l'année. Nous retenons ceux qui nous apparaissent comme étant les plus significatifs, et nous vous les proposons sous la forme de ce document.

Quelle est l'avancée de ce document cette année par rapport à celui qui vous a été remis l'année dernière ? C'est que nous avons voulu présenter le rapport d'activité par grandes politiques. J'espère que comme moi, vous avez pu constater que cela semble être une véritable avancée. Parce qu'à travers cela, cela montre que le rôle des services est bien de mettre en œuvre les politiques publiques décidées par le Président et l'Assemblée départementale.

Alors, mon propos sera limité dans le temps donc, comme bien évidemment dans ce cas de figure, c'est un résumé, donc obligatoirement réducteur. Donc, il faudra m'excuser de l'oubli de, peut-être, certains aspects qui peuvent paraître importants. J'extraurai simplement quelques chiffres et quelques éléments à retenir.

En ce qui concerne les politiques sociales, peut-être faut-il retenir toujours le chiffre de 57% du budget consacré à ces politiques. Cela montre l'importance des politiques sociales dans le budget des départements. Le chiffre aussi à retenir, c'est certainement la réduction de 7% du nombre d'allocataires du RSA, en 2016 par rapport à 2015. Vous avez tous en mémoire le fait que le nombre de RSA a progressé depuis de nombreuses années, et c'est la première fois en 2016 que l'on voit le nombre de RSA se réduire. Bien évidemment, cela résulte de la conjoncture économique, mais également, bien évidemment, de la mise en place du dispositif du Juste Droit, dont on voit ici les effets.

En ce qui concerne la petite enfance, on peut noter en 2016, l'engagement d'un audit complet qui a conduit à ce que l'on décide de renforcer ce service parce que la démographie en augmentation très forte dans le département, comme l'a mis en exergue le Livre Blanc, montre qu'il nous faut renforcer nos moyens au bénéfice des PMI.

En ce qui concerne les mineurs étrangers non accompagnés, en fait, il ressort en effet que nous avons dû augmenter nos ressources budgétaires de 11 millions d'euros en 2016, par rapport à 2015, pour répondre à cette croissance très forte de mineurs non accompagnés qui sont arrivés en Seine-et-Marne. Ce que l'on peut retenir, c'est qu'en fait, en 2016, cette croissance exponentielle du nombre de MNA – il faut avoir en mémoire qu'en France, globalement, on est passé d'un accueil de quelques 5000 à 15 000, et 25 000, certainement, en fin 2017. L'effet de tout cela, ça a été une embolisation de nos services, une prise de risque juridique à tous les niveaux. Nos collaborateurs qui sont très professionnels ont essayé de répondre avec leurs moyens, avec les moyens du Département, à cela, et en fait, ont été dépassés par le phénomène et l'on a pu constater de véritables souffrances professionnelles liées à ce phénomène. Aujourd'hui, il appelle certainement une redéfinition complète de ce dispositif et certainement un accompagnement plus important de la part de l'État, si l'on veut être capable de répondre véritablement à ce problème.

En ce qui concerne, donc, la politique de l'autonomie, en 2016, nous avons consacré un temps important, également, à la dématérialisation des dossiers d'aides sociales, ce qui représente une avancée. Et nous avons engagé un travail très important pour avoir un service de proximité plus important, qui va notamment se concrétiser en 2017.

Les politiques départementales de l'aménagement et du développement du territoire, comme il y a plusieurs Directeurs qui sont les uns près des autres, ça me permet de citer un certain nombre de sujets : les routes, nous avons consacré 29 millions d'euros en 2016 au bénéfice de 400 kilomètres de routes qui ont été refaites.

M. LE PRÉSIDENT. : Je vais juste vous couper parce que j'aurais dû associer aussi, dans mes souhaits de retour parmi nous après quand même... C'est le retour de Claude LASHERMES, après le grave accident de la circulation dont il a été victime. Bienvenue. Tout va bien Claude ? Ça va. Pardonnez-moi.

M. LOUCHET : Et bien évidemment, je ne veux pas oublier l'événement que nous avons tous connu, c'est-à-dire les inondations du printemps 2016, qui ont mobilisé, de manière très importante, la Direction Principale des Routes, mais pas seulement. Un grand nombre de directions ont été mobilisés, à la fois pour garantir la sécurité du domaine routier, pour intervenir auprès des usagers, pour aussi intervenir auprès des agriculteurs. Donc toute une série de dispositifs, et là, à travers cela, on a vu la réactivité du Département et des services du Département, à cette occasion.

La Direction de l'Aménagement s'est formidablement impliquée pour préparer les CID. Cela a été un travail très important qui a mobilisé tous les services.

Une réussite de l'année 2016, c'est la production du Livre Blanc, et Laurent MAILLET s'y est consacré, et je crois que, aujourd'hui, ce document a la pertinence. Le fait qu'il sache mettre en exergue les enjeux et les orientations départementales est reconnu par tous.

La Direction de l'Environnement, eh bien ça a été cité tout à l'heure, s'est consacrée aussi, de manière très importante à l'élaboration du Plan Départemental de l'Eau qui sera signé très bientôt.

Et la Direction des Transports a été une année assez difficile parce que nous avons dû, tout au long de l'année, engager des négociations avec Île-de-France Mobilités, l'ex STIF, de véritables bras de fer, très complexes. Il ressort de tout cela que le Département est l'un des rares derniers départements à se maintenir dans des politiques volontaristes, que l'on a dû défendre dans les intérêts du Département dans ses bras de fer. Et aujourd'hui, d'ailleurs nous en délibérons, le Département accompagne un développement de Seine-et-Marne Express et du réseau bus sur son territoire.

Alors, en ce qui concerne les politiques départementales éducatives et culturelles, dans ces domaines, je crois que ce qu'il faut retenir, c'est vraiment la volonté de lier toutes ces politiques, de faire en sorte qu'elles se rapprochent. Et donc, c'était une commande politique et ainsi le tourisme se définit de manière plus proche de la culture, du patrimoine. L'Éducation se tourne également vers la culture, vers le sport. Les espaces naturels, aussi, dans leurs animations essayent d'intéresser davantage les collégiens. On voit bien qu'à travers cela, c'est aussi la volonté de faire vivre l'ensemble des forces vives de ce territoire et de montrer tous nos atouts, voilà. Cette politique s'est mise en œuvre, et notamment au niveau de la politique culturelle, la volonté de structurer cette politique et ça s'est traduit par différentes étapes tout au long de l'année 2016.

En ce qui concerne les ressources départementales, de nombreuses choses se sont faites, je ne peux pas toutes les citer. Je ne citerai que quelques aspects, notamment la modernisation de notre administration et notamment avec le développement stratégique des ressources, l'adoption du schéma du système d'information, en 2016. Au niveau de la gestion, il y a eu l'internalisation de l'entretien des véhicules. 400 véhicules gérés par le garage départemental, sans création de postes supplémentaires. Certains achats ont été faits aussi, de manière mutualisée, à la fois en association avec l'Association Départementale de Grande-Couronne et un certain nombre de champs de mutualisation ont été conduits tout au long de l'année. L'introduction d'outils de gestion, dont des avancées avec le SDIS, évidemment. Et le SDIS, par ailleurs, mène une mutualisation avec les autres SDIS, donc une approche

interdépartementale. D'ailleurs nous avons en 2017 un chantier avec l'accueil des systèmes d'informations du SDIS par le Département. On est vraiment au cœur des chantiers de mutualisation. Et puis l'introduction d'un certain nombre d'outils, je pense notamment à la Direction de l'Architecture et du Patrimoine qui, en 2016, a lancé toute une série de programmes à la fois de réhabilitations lourdes de collèges, de constructions de nouveaux collèges, mais s'est engagé également dans la mise en œuvre d'un outil informatique important qui est GIMMA et qui lui permet ainsi de piloter le patrimoine.

Au niveau financier, il y a eu la mise en œuvre de la dématérialisation des pièces comptables qui a mobilisé formidablement les choses. Ce qu'on peut retenir aussi, c'est que, bien évidemment, on a veillé à maintenir les objectifs fixés par la prospective. La confection de manière plus précise du plan pluriannuel d'investissements qui donne aussi une vision sur les investissements de la collectivité pour les cinq prochaines années. Et puis, bien évidemment, veiller à ce que l'épargne de gestion puisse être préservée et ainsi favoriser notre capacité d'assurer notre politique d'investissement pour les années à venir.

Comme vous le voyez, ce document est une richesse d'informations. Je ne prétends pas qu'il devienne un livre de chevet, j'espère que vous en avez trouvé intérêt. L'objectif pour l'année prochaine est d'essayer de l'améliorer, de l'enrichir, à la fois avec des données que nous allons pouvoir recueillir avec les données de l'Observatoire – parce que nous sommes en train de revoir l'organisation de notre Observatoire et je pense que nous disposerons de plus d'éléments. La volonté aussi de mettre davantage en perspective les actions que nous conduisons, à travers des éléments de comparaison avec d'autres départements, ce dont nous disposons déjà partiellement, et puis aussi l'analyse dans le temps parce que c'est aussi ce qui est parlant. D'ailleurs, dans certains cas, vous avez vu dans ce document que nous produisons des éléments qui permettent de pouvoir suivre les évolutions depuis un certain nombre d'années. Je tiens, bien évidemment, à remercier tous les collaborateurs qui ont participé à la confection de ce document et je m'excuse d'avoir oublié, évidemment, des choses essentielles que j'aurai dû énoncer, mais c'est le propre de cet exercice. Merci de votre attention.

M. LE PRÉSIDENT. : Merci Jean-Claude LOUCHET. Oui, il y a une demande de parole, je pense, non. Virginie, oui ?

M. THOBOR : J'avais juste quelques remarques, notamment sur les politiques sociales. Sur l'accompagnement des personnes en RSA, dans le cadre du FSE, on avait voté un certain nombre de subventions, notamment à des associations pour accompagner les personnes dans le cadre de l'emploi. C'est vrai que dans le rapport, on parle beaucoup de sanctions ou d'exclusions, mais on ne parle pas du tout de chiffres sur l'accompagnement dans l'emploi, et du coup l'impact de nos financements sur les sorties potentiellement positives. Donc je trouve que c'est dommageable en termes de valorisation du travail fait aussi par les associations.

Sur la question aussi des MDS, moi je voudrais réagir notamment par rapport, et alerter sur le fait que, aujourd'hui, la notion de forfaitisation impacte en fait la relation à l'utilisateur. Et je voudrais alerter sur le fait que les personnes ne sont pas des numéros de dossiers, parce que ça pose la question de l'accompagnement global des individus, si on veut viser les sorties positives de la même manière et la sortie des difficultés. Donc moi j'alerte là-dessus, parce qu'aujourd'hui c'est ce qu'on me fait remonter par rapport à la façon dont on considère la relation, en fait, aux personnes qui viennent dans les services, et que voilà, ça pose un certain nombre de questions sur les pratiques et l'accompagnement global.

Et puis sur la question des modes d'accueil, je voudrais réagir, notamment, sur la notion des agréments qui sont donnés et alerter sur l'adéquation des besoins et des demandes d'agréments. Parce qu'aujourd'hui, par exemple sur un territoire comme le nôtre, en fait, on a donné énormément d'agréments à des assistances maternelles, sauf qu'aujourd'hui, la baisse... on n'a pas géré en fait l'offre et la demande de garde, ce qui fait qu'aujourd'hui on se retrouve avec des assistantes maternelles qui sont sur le marché, avec potentiellement moins d'offres

d'enfants, ce qui fait que du coup, elles s'inscrivent au chômage. Voilà, donc il y a nécessité, peut-être aussi, au-delà des chiffres, d'être attentifs aussi à l'adéquation entre l'offre et la demande par rapport aux besoins d'agréments. Moi ça me semble essentiel si on veut pouvoir réguler aussi les questions d'emplois sur les territoires.

M. LE PRÉSIDENT. : Merci de ces retours de terrains qui sont essentiels et sur lesquels, évidemment nous allons porter l'attention qu'ils méritent. Ce n'est pas un document que nous votons, c'est un document informatif de bilan. Voilà.

Par rapport à la motion que nous allons maintenant travailler, moi je vous proposerai volontiers quelque chose, sans interruption de séance, de façon à pouvoir continuer. Je proposerai volontiers qu'un membre de chaque groupe politique coopté par ses collègues se retrouve pour un... parce qu'elle est bien la motion, mais je pense que... Oui, je le dis. On peut reconnaître ce qui est bien. Je ne suis pas du tout dans l'approche que vous voulez bien me... parfois, sur laquelle vous voulez bien m'habiller, je ne suis pas du tout ça. Et que donc, vous travaillez, et puis nous poursuivons la séance et puis après, on voit si on peut se mettre d'accord sur un texte commun. Si vous êtes d'accord sur ce principe. Bernard.

M. CORNEILLE. Merci, si on n'a pas assez d'agents, il faut un contrat aidé peut-être. En tout cas, on est d'accord. Je crois qu'on partage le même point de vue et qu'il s'agit finalement d'une affaire de mots et de phrases, donc on peut tomber d'accord le plus rapidement possible, en tout cas. Comme vous voulez.

M. LE PRÉSIDENT. : Moi c'est bon, vous pouvez aller travailler. Simplement, permettez-nous de poursuivre la séance.

M. CORNEILLE : Oui, oui.

M. LE PRÉSIDENT. : Voilà. Oui ?

M. CORNEILLE : Julie qui m'accompagne.

Mme GOBERT. Désolée, hein, c'est juste pour revenir sur le rapport sur lequel vous parlez de l'université, de la recherche. Effectivement il y a eu un grand flou sur le projet I-Site, suite à l'élection au sein de la direction, de la Présidence pardon, de l'Université de Créteil, mais l'UPEM a été labellisée I-Site dans le dernier appel, et donc aujourd'hui y travaille. Et d'ailleurs, je pense que ça pourrait être un moyen à la fois pour les collectivités locales qui sont sur laquelle est l'université, mais aussi le Département, de s'intégrer un peu à cette réflexion.

M. LE PRÉSIDENT. : Je partage totalement cette remarque. Mais là aussi, au sein du Conseil stratégique de développement et de ses émanations, il est bien évident que le monde universitaire ne devra pas être oublié. Voilà, alors, qui va travailler ? Julie, Jean-Louis et Bernard, ok ? Et bien écoutez, on compte sur vous.

N 1/01

M. LE PRÉSIDENT. Donc, nous poursuivons par le 1/01 qui est l'adhésion au GIP Porte Sud du Grand Paris. Et c'est Olivier LAVENKA qui va vous en parler. Et vous avez sur vos pupitres l'annexe à la convention constitutive du GIP, parce que cette annexe ne figurait pas dans les documents qui vont ont été adressés. Parce qu'on ne pouvait pas la joindre puisqu'elle ne nous avait pas été transmise à cette date. Voilà, Olivier.

M. LAVENKA. Oui, merci Monsieur le Président, donc on vous propose l'adhésion du Conseil Départemental à un outil de gouvernance nouveau qui a été pensé pour accompagner le contrat d'intérêt national qui a été conclu l'année dernière, sur ses territoires. Donc, c'est un groupement d'intérêt public qui pourrait être constitué de l'État, le Conseil Régional Île-de-France, les deux conseils départementaux ainsi que deux grandes communautés d'agglomérations : la communauté d'agglomération Grand-Paris-sud et Cœur d'Essonne agglomération, plus quelques communes qui sont concernées par un O.I.N, une opération d'intérêt national, et qui sont exclusivement situés dans l'Essonne. Et le Président a fait mention de cette annexe à laquelle nous tenions beaucoup, qui précise les contributions des membres qui pourraient être sollicités. Et donc je vous en donne lecture. L'article 1 de cette annexe dispose que les contributions des membres constituant aux activités et aux charges du groupement mentionné à l'article 9 de la convention constitutive sont nulles. Et l'article 2 précise que l'article 1 de la présente convention pourrait être modifié en cas de commun accord, j'insiste sur le commun accord, des membres constituants, ce qui permettra au Département de Seine-et-Marne de se positionner, au cas par cas, en investissements notamment sur des grands projets structurants pour l'ensemble de ce territoire.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Olivier. Je vous précise, parce que ça peut d'ailleurs vous inquiéter, les représentants du Conseil Départemental, à ce GIP, seront désignés à l'occasion de la prochaine séance publique du 5 octobre. Voilà. Y a-t-il des questions, des prises de paroles ? Sinon, je vous propose... Alors, le rapporteur de la Commission des Finances, c'est Jean-Louis, mais donc je pense que c'est conforme, et ça l'est. Oui, oui, Smaïl.

M.DJÉBARA. Oui, Monsieur le Président, merci, chers collègues. Du coup, si j'en déduis un petit peu l'orientation que vous prenez autour de la création de ce GIP, est-ce que l'on peut imaginer que dans quelque temps, un parallélisme des formes sur le Nord du département, avec la zone aéroportuaire ? C'est une question, ce n'est pas du tout...

M. LE PRÉSIDENT. Là, il faut savoir que la Mission de ce GIP, c'est quand même d'assurer le pilotage stratégique et le suivi des actions qui relèvent du CIN, du contrat d'intérêt national de Grand-Paris-sud, mais je dirai en même temps, le CIN de Melun, parce qu'il n'y en a pas au nord, tu vois. Non pas que le principe ne peut pas s'exporter, mais il a été abandonné au Nord, le CIN, pour le moment. Enfin j'espère pour le moment, mais c'est compliqué tout ça. Par contre, là c'est bien que l'on soit présent par rapport au CIN. Enfin, moi j'éprouve quelques difficultés, mais ce n'est pas lié à sa personne, hein, à travailler avec Madame le Préfet, parce qu'il ne faut pas dire la Préfète il paraît, de l'Essonne. Avec mon collègue François DUROVRAY, ça se passe bien, mais il faut donc qu'on articule tout cela. Qu'est-ce qui revient à Madame le Préfet de Seine-et-Marne ? Qu'est-ce qui revient à Madame le Préfet de l'Essonne ? Au Conseil départemental de l'Essonne ? À nous-mêmes ? Avec au milieu les agglôs. C'est un gros travail, mais je pense qu'il est essentiel. Il est essentiel, d'autant qu'au-delà de ce qui est prévu dans ces contrats d'intérêts nationaux, on peut peut-être envisager aussi des partenariats pour des grosses opérations communes qui sont en cale sèche pour le moment. C'est-à-dire, si l'on peut, moi j'y crois, mais bon peut-être suis-je un rêveur ou un doux rêveur ? Je crois, en multipliant les partenariats État, Région, Départements au pluriel et puis Agglo, on peut peut-être arriver à résoudre des choses qui ne l'ont pas été jusqu'à présent. Voilà. Mais ça serait nécessaire au Nord, hein... C'est d'ailleurs ce que j'ai essayé de porter, parce que maintenant la balle n'est plus dans mon camp, au niveau de la création d'un inter SCOT à partir

de Meaux jusque Roissy, et donc la constitution, là aussi, d'un GIP. Mais pour le moment, l'État répond absent. Voilà. Ok.

Je sou mets donc ce mémoire important à vos suffrages. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Et bien écoutez, il est adopté, je vous en sais gré.

N 1/02

M. LE PRÉSIDENT. Le1/02, c'est le rapport d'observation définitive de la SRC, sur le haut et très haut débit. C'est Olivier, Président de Seine-et-Marne Numérique, qui le présente.

M. LAVENKA. Oui, merci Monsieur le Président. Très rapidement, c'est un rapport sur une longue période, puisque le rapport s'étend de l'année 2006 à la fin de l'année 2015. Donc un travail très important qui a été mené par les magistrats de la Cour Régionale des comptes, sur effectivement, surtout sur le haut débit d'ailleurs, sur la problématique de monter en débit, ainsi que sur ce qui a été fait dans le cadre de Sem@for. C'est un rapport qui est très factuel, qui a fait l'objet d'énormément d'allers-retours entre la Chambre Régionale des comptes, le Conseil Départemental et Seine-et-Marne Numérique. C'est donc, je le disais, une photographie sur une longue période. Il n'y a pas d'observations ni de préconisations particulières. Le Président a d'ailleurs répondu à ce rapport dans une lettre qui est annexée à cette délibération. Et ce que je voudrais simplement dire, c'est que ce rapport met en évidence que, globalement, la politique publique qui a été menée en Seine-et-Marne depuis 2005, 2006 et jusqu'aujourd'hui, en tout cas jusqu'à fin 2015, a été bien menée. Je tenais à le souligner.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Bon, puisqu'on parlait de l'Essonne dans le débat précédent, je peux vous dire que dans l'Essonne, ils n'ont pas fait la même démarche que nous, et j'honore et je remercie aussi Vincent d'avoir travaillé sur ce dossier et activement parce que quand vous voyez des villes comme Saintry qui sont le long de l'autoroute et qui sont toujours, certaines zones, même pas à 512, ça vous donne quand même ce qu'on a été capables d'apporter et que ça y est, ça se réalise, c'est parti avec Seine-et-Marne Numérique, c'est-à-dire en devenant opérateur d'opérateurs. Ce qui est d'ailleurs singulier, puisque je viens de le vivre sur mon interco, là où ça y est, c'est l'engouement des gens, mais en même temps, le mépris des grands opérateurs qui continuent à ne pas vouloir venir. Ils attendent que ça soit rentable pour y venir. C'est quand même un peu singulier. Donc, il n'y a pas de vote sur ce rapport.

N 1/03

M. LE PRÉSIDENT. Le 1/03, ce sont les contrats ruraux. Il y en a sept. Nouvelle formule, hein ?

M. LAVENKA. Voilà, nouvelle génération, donc on vous propose une deuxième salve de contrats ruraux, sept très exactement situés dans six cantons. Cela concerne les communes de Bannost-Villegagnon, de Charny, de Coulommès, de Dammartin -sur-Tigeaux, de Saâcy, de Saint-Siméon et Tancrou. Juste un point, rapidement, pour souligner l'importance de la modification du règlement des contrats ruraux qui a été opérée et qui permet aujourd'hui aux communes de ne proposer qu'une seule opération. Et vous verrez que dans ces sept contrats qui vous sont proposés, sur cinq d'entre eux, les communes ont choisi effectivement une seule opération, ce qui prouve que c'était très attendu par les communes, avec, je vous le rappelle, une augmentation du plafond de dépenses à 370 000 euros pour toutes les communes, qu'elles aient moins de mille habitants ou qu'elles soient entre mille et deux mille habitants. Voilà.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Olivier. Donc vous avez vu, Coulommès, Dammartin -sur-Tigeaux, Saint-Siméon, Saâcy, Tancrou. Charny... voilà. Y a-t-il des observations sur ce mémoire ? Non, c'est bon ? Bon, là aussi on a gagné en réactivité puisqu'on instruit chez nous, et puis quand on met le feu vert, ça passe à la Région et en général, il n'y a pas de problème derrière, je crois que c'est aussi bien. C'est aussi une forme de mutualisation qui évite deux votes et deux instructions. Bon je vais remercier les services, la DADT et tout ça, qui travaille là-dessus. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Eh bien, il est adopté. Merci.

N 1/04

M. LE PRÉSIDENT. Le 1/04, c'est le contrat d'aménagement communal du ..., c'est un CONT.A.C.T avec Jouy-sur-Morin.

M. LAVENKA. C'est un CONT.A.C.T, je pense que c'est historique, puisque ce sera le dernier CONT.A.C.T. Je n'ose pas dire depuis quand il est en négociation, 2011. Donc je n'insiste pas sur les raisons pour lesquelles il n'a pas été bouclé avant, mais bon. On devait à la commune de Jouy-sur-Morin, notamment au regard des grosses craintes qu'on a actuellement, vous savez, sur l'avenir de l'entreprise Arjowiggins, sur lequel le Président et beaucoup d'élus nationaux et locaux se mobilisent. Donc on vous propose aujourd'hui de conclure ce contrat CONT.A.C.T avec la commune de Jouy-sur-Morin, sur la période, après une lente maturation, sur la période 2017-2021. Ça vise à construire une école maternelle, un restaurant scolaire, à rénover une autre école et à aménager les abords de ces nouveaux bâtiments scolaires pour une subvention départementale globale de 345 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Ok, merci. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Eh bien, tant mieux pour la commune de Jouy-sur-Morin. Le 1/05, c'est le CID de la Brie Nangissienne, Olivier. Ah oui, j'oublie à chaque fois, la Commission des Finances, mais il est revenu. Jean-Louis ?

M. THIÉRIOT. Il était au service commandé. Ses avis étaient favorables à chaque fois.

M. LE PRÉSIDENT. Pardon.

N 1/05

M. LE PRÉSIDENT. 1/05.CID de la Brie Nangissienne. Olivier.

M. LAVENKA. Oui, Monsieur le Président, donc, c'est un CID qui est doté d'une enveloppe d'un tout petit peu moins d'1 400 000 euros, qui est décomposée, donc vous le savez, après négociation avec l'Interco et les communes membres de plus de 2 000 habitants, de deux sous-enveloppes, si je puis dire, une pour l'intercommunalité : 834 000 euros qui visent principalement à la réalisation de deux maisons de santé, celle de Mormant et celle de Nangis, ainsi que la construction d'un hôtel d'entreprise et d'un hôtel communautaire à Nangis, et puis ensuite, une série de projets sous maîtrise d'ouvrage communal à Mormant, à Nangis et à Verneuil. Les négociations se sont bien passées avec l'aide de conseillers départementaux de Nangis qui nous ont énormément aidés pour fluidifier les relations avec les élus de la Brie Nangissienne.

M. LE PRÉSIDENT. Tant mieux, juste un rappel quand même, parce qu'il ne faut pas... Le succès des CID, puisqu'à ce jour, il y a celui du pays de Coulommiers, 2,8 millions ; celui de Roissy Pays de France, 3 millions 750 ; celui du Grand Paris-sud-Essonnes-Sénart, 5,3 millions, Moret-Seine-et-Loing, 2 millions ; Paris Vallée de la Marne, 12 millions ; Marne-et-Gondoire, 4,2 millions, Pays de Fontainebleau, 3,1 millions ; Brie Nangissienne donc, 1,4 millions, et après vous aurez Melun val-de-Seine à 7 millions pratiquement. À ce jour, nous nous sommes engagés sur 41 789 017 euros, je le dis quand même. Et ça, nous le portons seuls. Après, il y a ce que mettent les collectivités à côté, mais voilà. Alors, sur le CID de la Brie Nangissienne, 1 389 153 euros, pour trois ans, parce que je devrais dire que ces 42 millions, c'est pour trois ans, et qu'à la fin de ces trois ans, nous analyserons ce qui a été fait, si les objectifs sont remplis. Et ces territoires peuvent rebeloter, bien sûr en fonction d'un programme, d'un projet de territoire. Donc, y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Et bien écoutez, Michel BILLOUT sera content. Il est voté.

N 1/06

M. LE PRÉSIDENT. 1/06. CAMVS. Melun Val de Seine, toujours Olivier.

M. LAVENKA. Oui, Monsieur le Président, donc en l'occurrence, c'est une enveloppe plus importante qui est liée à la population de cette agglomération. Une enveloppe de 6 900 000 euros sur trois années, qui a fait l'objet de négociations intenses avec les élus communautaires et municipaux. Donc, encore une fois, également, deux sous-enveloppes. Sur les communes, pas de remarques particulières. Il y a de très bons projets qui ont été soumis, notamment au Mée, puisque cela avait fait l'objet d'une convention particulière anticipatrice de réalisation sur la Maison de santé. Je ne vais pas tous les lister. La communauté d'agglomération va bénéficier d'une enveloppe très importante, 4 100 000 euros. Elle nous a proposé huit actions qui ont été évidemment toutes retenues. Je tiens à souligner devant vous qu'évidemment vous connaissez notre philosophie en la matière, c'est la liberté des élus de choisir les actions qui leur semblent les plus importantes pour leurs territoires. D'une manière générale, nous considérons que normalement les élus sont les mieux placés pour le choix de ces actions, et dans cette perspective, je tiens tout de même à souligner que sur l'enveloppe communautaire, pour la communauté d'agglomération Melun-Val de Seine, qui est une enveloppe de 4 100 000 euros, plus de 50% vont être infectés à l'extension du siège de l'agglomération. C'est le choix qui a été fait par les élus, que nous respectons, mais je tenais tout de même à le signaler parce que c'est beaucoup d'argent. C'est la moitié de l'enveloppe communautaire et près du tiers de l'enveloppe de l'ensemble du CID. Voilà, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci de ces précisions. Je répète, autonomie des collectivités, mais j'oserai dire parfois jusqu'à certaines limites. Donc, il y a deux demandes de paroles, il y a Denis JULLEMIER, puis Smaïl.

M. JULLEMIER. Oui, Monsieur le Président, cher Olivier, je rejoins complètement les propos d'Olivier. En effet, sur cette communauté d'agglomération, il y a de très beaux projets dans les communes. On voit que l'on est vraiment sur des choses, j'allais dire, très structurantes et importantes pour le quotidien, la proximité, que ce soit sur des équipements sportifs, sociaux et autres. Mais j'ai, pour ma part, y compris en commission avec Olivier, j'avais fait part également de ma réserve. Néanmoins, on est bien obligé de respecter, évidemment, le choix des élus. Cela a été aussi une décision, finalement, communautaire, mais de m'étonner, en effet, du montant de près de 6 millions d'euros qui vont être affectés sur l'extension des locaux, alors que même sur d'autres sujets très structurants, que ce soit sur le développement universitaire, le développement économique, l'agglomération a un petit peu de peine aujourd'hui à avancer comme on souhaiterait qu'elle puisse avancer. Je pense qu'il y aurait malheureusement, en tout cas, eu d'autres priorités que celles-ci à affecter sur le contrat, mais nous respectons, bien évidemment, la position des élus locaux. Merci Président.

M. LE PRÉSIDENT. Avant de donner la parole à Smaïl, j'observerai mon devoir de réserve. Smaïl.

M. DJÉBARA. Merci Monsieur le Président. Donc effectivement, notre collègue Olivier avait déjà pris des précautions en faisant sa présentation et on partage un certain nombre de réserves qu'il a voulu émettre. Je partage aussi, également, ce qui vient d'évoquer notre collègue Denis JULLEMIER. En fait, avec ce point-là, on voit bien le désaccord qu'il y a entre nous et vous, sur la politique contractuelle. Voilà. Nous respectons bien évidemment la liberté des élus de choisir les projets qu'ils souhaitent être accompagnés par d'autres collectivités, comme la nôtre, mais est-ce que c'est le rôle du Département, d'un Conseil départemental d'investir sur une extension de locaux à destination d'une agglo, enfin voilà. C'est peut-être plutôt au rôle de l'État, étant donné l'extension des périmètres, qui aurait pu être plus pertinent sur l'accompagnement du financement, mais en tout cas, pas au Conseil départemental. Il ne me semble pas, voilà. Vous avez réduit des budgets sur un certain nombre de dispositifs parce

que... au nom de la contrainte. L'investissement là, ne paraît pas pertinent. Voilà, donc, on ne s'y opposera pas parce qu'il y a d'autres projets qui ont été développés dans le mémoire qui sont intéressants pour le territoire du Val de Seine. Néanmoins voilà, près de la moitié l'enveloppe sur un projet aussi important. Voilà. En commission je n'avais pas... Voilà.

M. LAVENKA. Un tiers, un tiers, un tiers ; mon ami...

M. DJÉBARA. Sur les travaux, 50% quasiment. Un tiers de l'enveloppe pour... oui, on est bien d'accord. Mais 50% sur le projet extension.

M. LAVENKA. Juste ajouter un mot, je partage complètement ce qui vient d'être dit. Juste ajouter un mot, on ne pouvait pas mettre en péril l'ensemble du contrat, notamment sur des actions communales qui étaient très attendues, très très attendues. Et c'était un point de blocage, il faut avoir le courage de le dire. Donc, nous n'avons pas voulu aller au blocage, on a reporté une fois l'examen de ce dossier, à la demande du Président. Bon, à un moment, il fallait que les communes puissent aller au bout de leurs projets qui sont en l'occurrence de très très bons projets. Donc on a choisi de passer, mais ça vaudra peut-être précédent pour la négociation des prochains contrats.

M. LE PRÉSIDENT. Jérôme va prendre la parole, mais moi, je sais bien que j'ai reçu les élus, chacun à leur niveau, et c'est pour ça que l'on avait décalé, même si je ne suis pas arrivé vraiment à ce qu'il eût paru souhaitable. Jérôme.

M. GUYARD. Oui, moi je tenais à remercier le Département, évidemment, sur la part qui va revenir aux communes, parce que ce sont vraiment de beaux projets, je m'exprime en tant que vice-Président de l'agglomération de Melun Val-de-Seine. C'est vrai qu'il y a eu un grand débat, en interne sur, on va dire, le fléchage sur cette partie de construction communautaire, mais, comme dans toute assemblée, la majorité a décidé. On se plie à la majorité, on a beaucoup discuté. Voilà, vous connaissez mon avis, Monsieur le Président, mais je tenais à remercier l'Assemblée au moins pour cette partie pour les communes, très attendue. Merci.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Jérôme. Vincent a la parole.

M.ÉBLÉ. Oui, merci Monsieur le Président, excusez-moi d'alourdir un peu nos débats, mais ce que vient de nous dire notre collègue GUYARD m'oblige à réagir. J'entends qu'il y a une majorité au sein de la communauté d'agglomération Melun Val-de-Seine et qu'en tant qu' élu, notre collègue nous dit qu'il se plie à la majorité d'une collectivité à laquelle il appartient. Mais ici, nous ne sommes pas à Melun Val-de-Seine, nous sommes au Département, et nous avons des politiques à conduire, et nous avons des priorités à définir. Alors, on peut s'accrocher à la remorque de tous les territoires, en leur disant : vous voulez l'argent du Département, on vous le donne, on ferme les yeux, on ne regarde pas ce que vous en faites, c'est votre affaire ! En tout cas, pour ce que concerne le groupe que je préside et que je m'efforce d'animer, nous ne partageons pas cette vision des choses. Nous, nous pensons que nous avons à définir des orientations départementales et à contribuer financièrement à des développements territoriaux portés par d'autres collectivités, dès l'instant où cela correspond à nos choix et à nos priorités départementales. Si les élus ne veulent pas l'entendre, ils ne bénéficient pas de l'argent du Département. Personne n'est obligé de nous solliciter.

M. LE PRÉSIDENT. Je suis assez d'accord, je dois dire. Bon, là nous sommes au début des CID, on a mis beaucoup d'argent, ce qui me permet d'ailleurs de rebondir sur quelque chose qui me soucie, vu certaines évolutions. Vous le savez, vous le faites à mes côtés et je vous en remercie, on se bat pour faire émerger un projet de territoire seine-et-marnais qui trouve sa juste place sur un projet de territoire francilien, et d'ailleurs, dans un sujet de révision d'un territoire métropolitain, auquel, d'ailleurs, nous ne sommes pas associés pour le moment. Pour rebondir sur ce cas qui effectivement, moi m'a posé problème, je ne vous le cache pas. Nonobstant d'autres considérations, puisque je ne rentre pas là-dedans, il s'agit bien de l'argent du CD et de l'argent public, et de ce qu'on y met. Je ne ferme donc pas la porte à des évolutions, hein.

Mais en même temps, cela me permet aussi de rebondir sur des questions que l'on vient de vivre, par exemple, à la dernière CDCI. Autant, je suis pour la liberté des collectivités et d'une manière forte, en principe de base, autant je ne pense pas qu'on puisse là aussi, mais ça procède du même principe, ne pas être associés à des fusions ou à des disparitions, je l'ai vécu sur mon propre territoire, dans le sens où il s'agit bien de définition ou de portages de projets de territoire locaux qui vont donc être révisés à l'aune de ces mariages ou de ces divorces, mais qui forcément impactent ou vont impacter le projet de territoire seine-et-marnais. Où d'ailleurs, on voit bien que sur certains sites qui ont déjà voté, et sur d'autres qui vont poindre, il va falloir voir certaines choses, qui valoriseront des choix sur certaines opérations, ou au contraire, condamneront d'autres opérations.

Là-dessus, je vais engager une réflexion, parce que... et c'est ce que j'ai essayé de dire à la CDCI, et qui n'a pas été compris, étant donné l'aspect passionnel de ce débat, ce qui d'ailleurs moi m'a surpris. Il s'agit bien, moi je suis dans seul clan, qui est le clan des défenseurs de la Seine-et-Marne, c'est tout. Et que là aussi, il va bien falloir voir comment notre politique contractuelle nouvelle s'insère ou pas dans la construction d'un projet du territoire seine-et-marnais.

Je ne vois pas comment peut faire une agence d'attractivité, une agence d'aides aux collectivités territoriales, si les mêmes collectivités territoriales qui décident d'une évolution ne nous associent pas à la définition de leur nouveau projet de territoire, voire même s'il n'y en a pas. Ça, c'est une réflexion que je vais introduire, nonobstant toute autre considération, mais il s'agit bien d'aménagement du territoire, et que derrière, de nouvelles politiques économiques, de nouvelles politiques de logement, derrière vont s'engendrer la nécessité de construction d'équipements structurants qui, en fonction des compétences de chaque collectivité, vont nous engager, ou pas. C'est un vrai problème, donc voilà. Je livre ça parce que je partage vraiment ce qui vient d'être dit, et en même temps, il va falloir que nous y travaillions. Mais nous y travaillons dans un esprit constructif, serein, dépassionné de toutes autres considérations. Et c'est là où je dis, et je redis, que le vote des membres de la CDCI dont je suis n'est pas assez éclairé. Et que l'on ne peut pas aller vers ce qui sera voté, ce qui a été voté ou d'autres choses, sans avoir préalablement travaillé en profondeur sur ce qu'est le projet de territoire convoité, ce qu'il deviendra et ce qu'il va générer. C'est bien ça mon propos. Oui, Ugo ?

M. PEZZETTA. Merci, Monsieur le Président. Je voudrais répondre, si vous le permettez, sur ce point. Certains points que je partage, et d'autres pas.

Le premier, celui de la procédure de la CDCI. Effectivement, on peut se poser la question du fonctionnement de cette CDCI et de la pertinence à des élus qui ne connaissent pas bien un territoire, et encore moins le dossier qui est présenté, la pertinence de se décider effectivement sur ce dossier. Je partage complètement cet avis. En revanche, j'ai sollicité, à plusieurs reprises, le Département pour m'accompagner sur cette fusion. J'ai sollicité des rendez-vous, nous avons eu un entretien avec d'autres élus pour en discuter quand vous avez évoqué le SCOT de Meaux. Donc, nous avons également discuté de ce projet.

Mais, là où je ne peux pas accepter, ou je contredis vos propos, c'est sur le fait de la passion. La passion, effectivement c'est un dossier qui a passionné une quarantaine d'élus des deux territoires, qui fait un consensus presque parfait, puisqu'aujourd'hui, aucune, je dis bien aucune commune, ne s'est prononcée contre ce projet de fusion. Je dis bien aucune. Et même celle qui a proposé un amendement ne s'est pas prononcée sur cette fusion, défavorablement sur cette fusion. Donc aujourd'hui, on voit bien que, à part un élu qui a eu une démarche tout à fait personnelle et intéressée, propose un amendement qui, vous l'avez entendu comme moi, était caché depuis mars 2017, avec une procédure qui, je me permets de le dire quand même, est plus que contestable, aussi bien sur la forme que sur le fond, mais je crois que mes collègues des deux Morin vont s'occuper de ce petit problème. Il n'y a pas eu de débat. Les débats qu'il y a eu au sein de nos deux communautés de communes se sont déroulés de la meilleure manière

possible. Et aujourd'hui, c'est un vrai projet de territoire que nous avons. On en a débattu, discuté, c'est deux ans de travail. Donc, que la CDCI ne reporte pas le travail que nous avons fait... Si, mais on ne peut pas en une heure de temps et avec, vous l'avez dit, une page et demie ou deux pages, parler de ce projet. C'était juste une note de présentation. Mais en tout cas ce que je veux dire, c'est que c'est un vrai projet de territoire, et un vrai projet qui va renforcer également le Département. Parce que vous n'aurez pas deux interlocuteurs, mais un seul interlocuteur qui va pouvoir porter des projets structurants et ambitieux pour l'ensemble du territoire. Donc, oui je regrette également ce qu'il s'est passé à la CDCI, lundi après-midi, mais à un moment donné il faut dire les choses. Et quand il y a malfaçon, quand il y a des méthodes qui ont été utilisées lors de cette CDCI, elles doivent être dénoncées. Quand une cinquantaine d'élus, voire plus avec les conseillers communautaires, partagent une même ambition, je ne vois pas de quel droit on pourrait s'opposer à un mariage qui est un mariage d'amour, et non pas un mariage forcé. Merci de m'avoir écouté.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien, donc on va voter le CID de Melun Val de Seine. Alors je pense qu'il y a des oppositions ou des abstentions ? Non, mais je vous demande, je suis démocratique. Ok, donc y a-t-il des votes contre ? Il n'y en a pas. Y a-t-il des abstentions ? Il n'y en a pas. Bah écoutez, je vous remercie. Nous allons suivre cela.

N 1/07

M. LE PRÉSIDENT. Le 1/07, c'est le CID du Pays de Fontainebleau. Olivier.

M. LAVENKA. Oui, Monsieur le Président, le contrat départemental avec la communauté d'agglomération de Fontainebleau, 3 100 000 euros d'enveloppe budgétaire, sur trois années. 1 900 000 euros pour l'agglomération, pour des actions très intéressantes ; le terrain de tennis à Bourron-Marlotte, la base nautique de Samois, le port de plaisance d'Avon, un accueil de loisirs sans hébergement à Cély-en-Bière, la gare routière du collège de Perthes et la restructuration du quartier du Bréau à Fontainebleau. Ça, ce sont les actions sous maîtrise ouvrage, n'est-ce pas Béatrice, communautaire, plus neuf actions que vous avez dans le rapport, et les discussions se sont excellemment bien passées, avec l'aide de Béatrice, que je salue, avec les élus communautaires, dans un contexte qui n'était pas facile puisque un territoire issu de la fusion, l'extension de trois territoires. Donc vraiment, merci beaucoup pour cette aide précieuse, Béatrice.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien, 3 131 465 euros... Il y a Béatrice qui demande la parole. Béatrice a la parole.

Mme RUCHETON. Bien, je voulais remercier, effectivement, Olivier LAVENKA et les services. Ils ont véritablement été de bons conseils, très facilitateurs. Et c'est vrai, comme l'a rappelé Olivier, c'est un an de travail avec cinq communautés de communes qui étaient dans un mariage forcé, et donc nous ne pouvons que nous réjouir, donc, merci à vous.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien, alors, on va le voter, puis après je dirai quelque chose, puisque je ne veux pas influencer le vote. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Non ? Donc tant mieux pour le pays de Fontainebleau.

Non, juste une chose qui a été dans la presse, mais rapportée aussi. Je continue la bataille pour les épreuves d'équitations J.O, épreuve elle-même, mais entraînements et autres, parce que le dossier n'est pas bouclé, hein, je le dis. Alors je sais que ça fait débat aussi au niveau du pays de Fontainebleau. Il y a les pour et les contre, bon. Cela rejoint ce que je voulais dire parce, que ce qu'a dit Ugo, je le comprends, mais il faut revenir à ce que souhaite... Quand on a des équipements structurants, la zone des Effeneaux, par exemple là-bas, mais bon... Le grand Parquet. Parce que peut-être, et je me l'applique, que nous n'avons pas été suffisamment incisifs, performants, enfin je n'en sais rien, comment on peut dire ? Par rapport à la préparation de ces J.O. Mais quand on sait... Pour avoir parlé avec le Président du CIO, Monsieur BACH, à Lima qui, évidemment, commence à douter de certaines réalisations, parce qu'évidemment, les membres du CIO étrangers, bah, Versailles pour eux, c'est Versailles, c'est quelque chose. Donc quand on met en balance le Grand Parquet de Fontainebleau qu'ils ne connaissent pas et puis le parc du château de Versailles, je vous laisse deviner pour qui ils votent. Sauf que derrière, et il est en train de se passer la même chose pour l'Expo Universelle. Je suis en embuscade. Pourquoi ? Parce que derrière, mais oui, derrière, on est quand même dans un pays qui n'a plus d'argent. Donc se pose le gros problème. Or le parc de Versailles, on va bâtir tous les équipements pour les épreuves d'équitation, puis on va les détruire et remettre en état, à grands frais, le parc du château de Versailles. Ça commence à coincer. Alors que nous, on a quelque chose, oui il y a des remises à niveau à faire, il y a, bon... Mais, je pense, donc c'est pour ça qu'il faut rester prêts, vigilants, à défendre solidairement des choses sur notre territoire.

Il en va de même pour le skate. Brice n'est pas là parce qu'il est d'ailleurs, ce matin, en mission, mais si le skate-board devient une épreuve olympique, ce qui est en cours de discussion, il est bien évident que l'équipement que vous avez à Chelles y répond parfaitement, et ce n'est pas loin de Vaires, en plus. Donc, vous voyez, on est dans..., il faut que l'on reste dans cette... Et si au travers, même seulement d'entraînements, on peut obtenir un peu d'argent pour mettre à niveau ces équipements, que ce soit partout ou ailleurs, ce sera gagnant gagnant. Je le dis, parce qu'on est souvent considérés comme des gens à part, les Seine-et-Marnais. Mais on a des vraies pépites sur notre territoire. Et c'est pareil pour l'Expo. L'Expo Universelle, moi

j'y ai beaucoup travaillé avec Arnaud, avec Nicolas FERRAND et autres. On a un système de bouclage budgétaire qui tient la route. Ce qui n'est pas le cas de Saclay, donc voilà. Donc, là aussi, on va voir, il ne faut pas non plus rêver. Mais sur les J.O, il y a quand même un laps de temps suffisant pour que la dimension budgétaire apparaisse clairement et que l'on puisse s'insérer. Voilà ce que je voulais dire. On a voté sur le truc ? Je ne sais plus. Oui ? Pardon, Virginie.

Mme THOBOR. En tout cas, pour ce qui concerne les J.O 2024, il y a quand même une stratégie d'accueil à avoir, notamment se défendre sur la notion de base arrière. Parce que même si, éventuellement on n'est pas identifié comme site Olympique, il y a la notion de base arrière qui est stratégique pour pouvoir se mobiliser et mobiliser même notre population, tout simplement, sur cette question-là. Et je pense que potentiellement, des financements en matière d'investissements pourront être identifiés.

M. LE PRÉSIDENT. Le travail est engagé. Oui, Béatrice.

Mme RUCHETON. Oui, Président merci. Effectivement lorsque nous avons adopté la motion concernant le soutien aux jeux olympiques, j'avais justement parlé du Grand Parquet. Le Grand Parquet, il faut se dire que nous avons déjà un certain nombre d'équipements. Il faut penser Jeux Olympiques notamment au niveau des épreuves de dressage. À l'intérieur du château de Fontainebleau, je pense que ça aurait quand même, tout à fait, de l'allure. De plus, en ce qui concerne les bases arrière, justement on peut parler au niveau équipement, on a quand même à proximité l'île de loisirs de Buthiers qui pourrait très bien... Nous avons 300 hébergements. Donc soit les journalistes, enfin, comme il a été proposé, ou peut-être des équipes, donc voilà. Nous avons beaucoup de choses à proposer sur le canton de Fontainebleau.

M. LE PRÉSIDENT. Je le conçois. Et dernier point, car je pourrais en parler beaucoup, pendant longtemps... Ça illustre parfaitement ce à quoi j'essaye de répondre avec l'agence ou autre. Notre marketing territorial a statué, nous avons plein de lieux, nous avons plein de pépites, que ce soit en culture, sur le plan culturel, le plan patrimonial, le plan historique, le plan sportif, le plan économique... mais il n'y a pas de liens. Il faut que l'on réponde à cela. Il faut qu'on arrête, il faut qu'on soit capables de travailler avec la famille de VOGÜÉ, qu'on soit capables de travailler avec Villages nature, qu'on soit capables de travailler avec Madame POEL, ce que l'on fait déjà plus ou moins. Mais, mettons en commun tout cela pour dégager une dynamique, une mutualisation qui nous permette de capter ce qui ne devrait pas nous échapper. Moi, je suis tout à fait d'accord. Oui ?

M. PEZZETTA. Merci. Juste une précision, vous avez parlé des Effeneaux. Je voudrais bien préciser que le projet des Effeneaux est toujours d'actualité. La seule procédure qui pourrait casser ce projet, c'est la justice. Les élus, qu'ils soient du Pays de l'Ourcq ou du pays Fertois, sont motivés plus que jamais dans ce projet qui est un projet phare pour notre territoire. Le Syndicat continuera d'exister, sauf que ce sera l'Agglomération qui prendra la place du Pays Fertois, mais je tiens à préciser que ce projet continue et continuera tant que la justice ne donnera pas sa décision finale. Voilà, très important. Et le Syndicat va continuer d'exister puisque ce sera une procédure de droits communs et donc, la nouvelle agglomération prendra la place du Pays Fertois autour de la table, avec le Pays de l'Ourcq. Merci.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien.

N 1/08

M. LE PRÉSIDENT. 1/08. Avis sur le projet de modification du périmètre – c'est un avis – des arrondissements de Provins et de Torcy. Olivier.

M. LAVENKA. Oui, rapidement M. le Président, c'est une modification de cohérence des limites de deux arrondissements, l'arrondissement de Torcy et celui de Provins, suite à l'intégration de deux communes : Ferrières et Pontcarré, dans l'agglomération de Marne-et-Gondoire.

M. LE PRÉSIDENT. Bon, je pense que c'est une régularisation qui d'ailleurs paraît tellement le fruit du bon sens. Puisque quand on envoie Pontcarré, Ferrières à Provins, alors qu'ils ont la même chose à Torcy... Donc, je pense que notre avis est favorable.

N 1/09

M. LE PRÉSIDENT. 1/09. Présentation des rapports de l'Observatoire de l'eau et du bilan 2016 du PDE. Isoline MILLOT.

Mme MILLOT. Oui, merci Président. Pour la onzième année sont présentés les rapports de l'Observatoire de l'eau en Seine-et-Marne. Depuis 2009, ce dernier comprend quatre productions annuelles, l'analyse du prix de l'eau, les performances des réseaux d'eau potable, le fonctionnement des systèmes d'assainissement collectif et l'accompagnement des communes vers le zéro pesticide. Cette année, deux nouvelles études ponctuelles s'y ajoutent. D'une part, le bilan sur les boues résiduaires urbaines produites par les stations d'épuration qui a permis de faire un bilan sur la situation 2015 des filières de traitement et d'élimination des boues sur le département de Seine-et-Marne. Et d'autre part, un rapport sur les enjeux énergétiques de la production de l'eau potable et de l'assainissement en Seine-et-Marne. Ces différentes études complétées d'année en année permettent de suivre les efforts fournis pour améliorer la qualité de l'eau en Seine-et-Marne.

Dans une seconde partie est présenté le cinquième bilan annuel du PDE 2012-2016, sur les thèmes de la sécurisation de l'alimentation en eau potable, de la reconquête de la ressource en eau, de l'amélioration du patrimoine naturel, en lien avec les milieux aquatiques, et de la fédération des acteurs autour de la politique de l'eau. Le partenariat se poursuit, tout aussi activement, dans ce deuxième PDE, autour des objectifs définis en commun. C'est un rapport classique que l'on a l'habitude de passer chaque année.

M. LE PRÉSIDENT. On vote là-dessus ? Gilles ? On vote ? On vote, me dit-on, donc on vote. Oui ? Oh pardon Marianne.

Mme MARGATÉ. Merci. Simplement, oui, un regard sur ces rapports pour voir le chemin qu'il reste à parcourir pour assurer une qualité de l'eau à nos concitoyens de qualité, pour voir tout le travail énorme qu'il y a à faire sur les questions d'environnement et de l'eau. Et puis, se saisir aussi... je souhaite me saisir de ce rapport pour pointer le nouveau prélèvement qui devrait être effectué sur les agences de l'eau. Et je trouve ça, pour la troisième année consécutive, que l'État se serve sur ces... sur ce budget qui est alors, pourtant, essentiel pour accompagner les collectivités, communes, départements, sur leur politique en faveur de leur politique de l'eau. Donc, je voulais le signaler dans cette assemblée parce que je pense que c'est, décidément, une très mauvaise habitude alors que nous avons tant d'obligations, et notamment avec la question de la prévention des inondations qui vient s'ajouter.

M. LE PRÉSIDENT. J'ai dénoncé cela récemment, auprès du Ministre en référence, Monsieur Nicolas HULOT, par une lettre. J'attends sa réponse. Voilà, merci. Donc, y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Non ? C'est voté.

N 1/10

M. LE PRÉSIDENT. 1/10. Bilan de l'activité de l'assistance, l'ATD, c'est assainissement en milieu aquatique, protection de la ressource en eau potable. Isoline.

Mme MILLOT. Oui, merci Jean-Jacques. Le Département offre aux collectivités éligibles la possibilité de bénéficier d'une assistance technique dans les domaines de l'assainissement, des milieux aquatiques et de la protection de la ressource en eau pour la production d'eau potable. Le bilan d'activité de l'année 2016 rend compte des missions techniques accomplies par les services, récapitule le coût de cette assistance et les aides attribuées par l'Agence de l'eau Seine-Normandie au Département pour réaliser cette mission. Les perspectives pour 2017 sont également détaillées. C'est un bilan. Je tiens à préciser que c'est dans le cadre de nos compétences départementales, qu'il n'y a pas d'incidences financières.

M. LE PRÉSIDENT. Commission des Finances, Cathy BISSONNIER.

Mme BISSONNIER. Conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Voilà. Merci, Isoline. Je tiens à ... Pardon, Julie GOBERT, je ne l'ai pas vue. Pardon ?

Mme GOBERT. Une intervention relativement technique, mais qui rejoindra l'intervention que l'on fera, un tout petit peu plus tard sur la politique de l'eau, qui est plutôt sur les plantes invasives et l'eutrophisation de certains courants d'eau, sur laquelle vous... sur laquelle on n'insiste pas nécessairement, mais où l'on rencontre de nombreuses et réelles difficultés, soit à l'échelle locale, quand c'est la seule compétence des agglomérations. On est de plus en plus envahi par des délicieuses plantes qui ont des noms comme *Renouée du Japon*, *Jussie*. Et peut-être une pensée un peu plus structurée au niveau du Département, à ce propos, serait intéressante.

M. LE PRÉSIDENT. C'est vrai. Merci. Je remercie d'autant plus Isoline, puisqu'elle a passé la nuit auprès des pompiers, et non pas avec les pompiers, dans le cadre d'un grand exercice de sécurité publique. Peut-être que le Colonel peut nous en dire un mot, s'il vous plaît ?

M. LE COLONEL. Monsieur le Président, Madame la première Vice-présidente du SDIS, Mesdames et Messieurs, effectivement hier, dans le cadre d'une politique engagée par la Préfecture pour mieux former les différents intervenants, se déroulait la troisième étape de ce chantier de formation à ce que nous appelons les conduites à tenir face aux tueries de masse, et la prise en charge des personnes blessées ou impliquées. Le contexte, je ne vous le rappelle pas, vous le connaissez tous. Et donc, il s'agissait pour l'ensemble des forces de sécurité intérieure présente, gendarmerie, police, sapeurs-pompiers et dispositif hospitalier d'urgence de s'entraîner pour mieux travailler ensemble. Premier temps, première étape nous avons travaillé il y a quelques mois en... sur table, on va dire, en exercice de cadre. Cela s'est passé à l'EOGN. Deuxième temps, nous avons travaillé en cercle fermé, cela s'est passé sur notre centre de formation de Gurcy-le-Châtel, une journée complète, la matinée version police, l'après-midi version gendarmerie, non pas que ces versions soient différentes, mais suivant le territoire, le commandement des opérations de police est assuré soit par la police soit par la gendarmerie, mais les procédures sont bien les mêmes. Donc, on a testé en cercle fermé, à Gurcy, ces procédures. Puis hier, on les a testées *in situ*, sur une opération qui simulait une attaque terroriste lors d'un concert se tenant à la salle de spectacle « *L'Escale* », à Melun. Nous avons, notamment testé la première partie d'une intervention qui devrait durer sept à huit heures. Donc, je vous rassure, la nuit de Mme MILLOT n'a pas duré tout ce temps-là, puisque la séquence de formation et d'exercices a duré trois heures. Les deux premières séquences, c'est-à-dire, la relation police/sapeurs-pompiers pour permettre d'abord la sécurisation du site et l'extraction des blessés, et la seconde séquence, le tri des victimes, entre ceux qui sont effectivement blessés, ceux qui ne sont qu'impliqués, les premiers nécessitant des soins, le second nécessitant plutôt un réconfort, une première phase de réconfort psychologique. Donc, nous avons testé ces deux

séquences, entre 21 heures et un petit peu plus de minuit. Voilà, 350 personnels, 300 personnels sur place, dont 150 sapeurs-pompiers du SDIS.

M. LE PRÉSIDENT. Merci mon Colonel. Moi je voudrais dire l'excellence de notre SDIS qui d'ailleurs, nous vaudra d'être reçus à l'Élysée, vendredi prochain pour les sapeurs-pompiers seine-et-marnais qui sont allés au secours de nos territoires d'Outre-mer. Dire aussi, que ça me paraissait important que vous puissiez dire un mot sur cet exercice, parce que en ce jour, je l'ai eu au téléphone, Monsieur CATALONO est au tribunal, suite à l'affaire des KOUACHI et reste très marqué par ce qu'il a vécu. L'imprimeur de Dammartin-en-Goële, hein. Donc, il ne faut pas l'oublier non plus. Alors, je ne crois pas qu'on ait voté le bilan d'activité, il convient que nous le votions. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Il est adopté.

N 0/06

M. LE PRÉSIDENT. Je vous proposerai volontiers que Madame MARGATÉ Marianne, nous parle de la motion. Ah c'est Bernard, pardon. Moi je faisais honneur aux femmes, mais Bernard. Et si tu peux nous dire où vous en êtes arrivés, le texte que vous nous proposez.

M. CORNEILLE. Ça a été rapide puisqu'on est d'accord sur le corps de la motion, on est d'accord sur les considérants. On a modifié simplement les demandes à la fin. Elle est distribuée, la motion. Elle est en cours de distribution. Donc, je vous en donnerai lecture dès que je l'aurais sous les yeux.

M. LE PRÉSIDENT. Donnez-la à Bernard en priorité. Voilà, comme ça, il va nous la lire.

M. CORNEILLE. Merci. Donc, elle est intitulée « Non à la fin des contrats aidés ».

Le gouvernement a annoncé durant l'été sa volonté de réduire les financements de contrats aidés. Pour des motivations budgétaires, il s'apprête à passer à 320 000 contrats pour l'année 2017, là où l'État en a financé 459 000 en 2016, suivi d'une extinction progressive. Cette baisse drastique n'ayant fait l'objet d'aucune concertation au préalable, des employeurs ayant recours à ce type de contrat, comme les salariés en insertion, dont les emplois sont menacés, se sont retrouvés devant le fait accompli à quelques jours de la rentrée.

Cette décision brutale est lourde de conséquences pour le salarié, pour les collectivités territoriales et notamment les communes rurales, pour le mouvement associatif et pour les citoyens. Le Gouvernement n'a prévu aucun dispositif pour suppléer celui-ci.

Nombre d'associations se retrouvent gravement menacées alors qu'elles sont déjà fortement fragilisées par les économies budgétaires de leurs financements publics. Pour certaines, elles envisagent un dépôt de bilan et le licenciement de leurs salariés, qu'ils soient en contrats aidés ou en CDI, tant la disparition des contrats aidés met en péril leur activité.

Ces contrats sont utilisés dans des domaines aussi variés que les établissements pour personnes âgées : le sanitaire et social, le sport, la jeunesse, la culture. Autant d'associations qui contribuent à des missions de services publics et un lien social au plus près des territoires.

Pour notre collectivité, ce sont 300 femmes et hommes sous contrats aidés qui travaillent dans les collèges. Utiles et exerçant des métiers de services publics indispensables au bon fonctionnement des établissements, ils devraient être embauchés à la fin de leur contrat aidé. Ces emplois sont donc souvent précaires et moins payés, là où ils devraient être des tremplins permettant d'accéder à des emplois durables.

Les conséquences de cette décision sont donc désastreuses : chômage pour les salariés, disparition du dispositif d'insertion sociale et professionnelle pour les personnes éloignées de l'emploi et suppression de services pour les usagers.

Considérant l'annonce du Gouvernement de mettre fin aux financements des contrats aidés qui vient s'ajouter à la baisse des 13 milliards d'euros sur 5 ans de dépenses publiques ;

Considérant les conséquences de toutes ces décisions pour notre collectivité dans les gestions de ses services ;

Considérant les conséquences pour les salariés en contrats aidés et la disparition de ce dispositif d'insertion ;

Considérant la fragilisation, voire la disparition de services publics ;

Le Conseil Départemental de Seine-et-Marne s'oppose à la suppression des financements en faveur des contrats aidés ;

s'associe à la demande de moratoire à redéposer par les 6 associations représentatives des maires de France :

demande solennellement au Gouvernement que toute intervention dans des dispositifs susceptibles d'impacter la gestion des ressources humaines des collectivités fasse

préalablement l'objet d'une concertation en amont, afin de maintenir la qualité du service public rendu et le maintien de la cohésion sociale essentielle ;

Rappelle que la politique d'insertion par l'emploi doit être un engagement majeur et volontariste de l'État, une solidarité qui, au travers de divers dispositifs, aide à revenir vers le travail ;

encourage le Gouvernement à soutenir les collectivités territoriales et les associations qui s'engagent pour l'emploi durable et utile.

C'est donc une motion présentée par les élus du groupe la Gauche républicaine et communiste, Les Républicains-UDI et le groupe Socialiste et Républicain.

M. LE PRÉSIDENT. Est-ce que cela vous va ? Est-ce que vous êtes d'accord sur ce texte ? Est-ce qu'il y a des prises de paroles ? Oui, Arnaud.

M. DE BÉLENET. Bien évidemment chers collègues, Monsieur le Président, mon intervention ne visera vraisemblablement qu'à rétablir quelques faits et la réalité de quelques données et enjeux, et certainement pas influencer ou à modifier le vote qui semble s'inscrire dans une logique de groupe. Quoi que, ne sait-on jamais ?

Je voudrais simplement vous faire observer qu'il y a une première réalité factuelle, c'est que le Gouvernement s'est retrouvé face à un non-financement de 180 000 emplois aidés. Évidemment on était en période électorale. Ce n'est pas la gauche qui va...notre groupe de gauche qui va dénoncer ce point. Nous étions en campagne présidentielle et l'ancien gouvernement a ouvert la possibilité de recruter un certain nombre d'emplois aidés dans cette période préélectorale nationale. On peut le regretter. Est-ce que c'était pertinent, je n'en sais rien. La réalité c'est que ces emplois n'ont pas été financés dans le budget 2017 de l'État. Et le Gouvernement s'est retrouvé face à cette situation de devoir financer en tout ou partie. Il a fait le choix d'en financer une partie des emplois aidés engagés et non-inscrits au budget. Il a donc refinancé près de 40 000 emplois aidés.

Je vais observer avec vous que les partis de droite, et singulièrement le projet de François FILLON, que nombre ici ont soutenu, ont acté l'inefficience des contrats aidés et soutenu l'idée qu'il fallait les supprimer. Je fais partie d'un mouvement qui souhaite les faire évoluer puisque nous savons tous ici que les emplois aidés ne sont qu'un effet d'aubaine pour le secteur marchand et pour les employeurs, avec des contrats qui sont précaires et qui ne remplissent pas leurs fonctions d'insertion. Et effectivement il y a besoin d'un nouveau dispositif qui assure cette fonction d'insertion, qui assure enfin un accompagnement par la formation de ces personnes fragilisées. Évidemment qu'il faut un nouveau dispositif et qu'il ne faut pas supprimer les contrats aidés. Il faut les faire évoluer pour qu'ils soient efficaces, que le contribuable qui les finance ait enfin un retour sur investissement et qu'on mette un terme à l'effet d'aubaine du secteur marchand.

Vous observerez enfin, troisième point, que les consignes données par le Gouvernement sont très claires : pas de suppression d'emplois aidés au Préfet, pas de suppression d'emplois aidés en zones rurales, pas de suppression d'emplois aidés en secteur non marchand, pas de suppression d'emplois aidés, notamment, dans le secteur d'intervention des collectivités. Alors, si il y a des contre..., des situations en Seine-et-Marne, qui vous sont connues, je serai très heureux de pouvoir accompagner l'effort du Président du Département pour que les consignes données par le Gouvernement soient mises en œuvre de la meilleure manière et bien dans l'esprit de ces consignes, jusque dans la réalité des faits, et que ces emplois aidés, utiles au monde associatif, utiles à l'action publique et utiles au secteur non marchand d'une manière générale, soient bien préservées en Seine-et-Marne.

Je pense que nous aurions gagné à voter collectivement une motion allant plutôt dans ce sens du pragmatisme de l'intérêt général plutôt que d'une posture qui moins dans le... les conclusions et les demandes, mais en tout cas dans la présentation de la motion relève, à mon goût, à mon avis, d'avantage de la politique politicienne que de la réalité de l'efficience de notre

action. Je pense que nous en serions grandis et que nous aurions été plus audibles en adoptant un texte plus pragmatique. Je voterai, évidemment, contre cette motion.

M. LE PRÉSIDENT. Moi, ce que je veux dire, c'est que je partage certaines choses, d'autres moins. Moi, je m'insurge contre la méthode. Pour avoir reçu encore la semaine dernière une délégation de personnes qui se retrouvent..., alors qu'ils étaient au milieu de leur contrat de deux ans, en fin de première année, 11 personnes, et qu'on les jette sans aucun entretien, sans rien et qui viennent me voir dans une détresse, une désespérance qui m'a touché, je ne peux pas être d'accord avec cette méthode.

Et puis je ne peux pas non plus être d'accord avec cette méthode qui est de procéder, certes, les impératifs budgétaires qui ont pris le pas sur des impératifs humains, et de le faire aussi rapidement. Donc voilà, moi, cette motion me va bien. Quant aux consignes qui ont été données, j'ai saisi Madame le Préfet parce que ces consignes, elles ne peuvent pas s'appliquer par exemple pour les agents des collèges. Les agents des collèges, il y en a qui sont en milieux urbains, il y en a qui sont en milieux ruraux, mais le service apporté à nos élèves et à la communauté éducative, c'est la même chose, qu'ils se situent dans l'un ou dans l'autre. Donc voilà ce que moi je voulais dire. Donc, je pense aussi que maintenant que vous avez des responsabilités de parlementaires, il faudra faire remonter tout cela pour que, à mon avis, on sache bien que rien de bien, rien de bon ne se fera sans le partenariat avec les élus locaux. C'est d'ailleurs ce que je vais dire demain au Congrès des Maires. Voilà, mais j'entends ce qui vient d'être dit.

D'autres prises de parole ? Alors je le soumetts cette motion à vos votes, y a-t-il des votes contre ? Deux votes contre. Y a-t-il des abstentions ? Donc, deux votes contre, les votes de Franck VERNIN et d'Arnaud DE BÉLENET. Et le reste est favorable, donc cette motion est adoptée.

N 1/11

M. LE PRÉSIDENT. Le 1/11. Je croyais que les 1 étaient finis, je me suis trompé. Il s'agit de la nouvelle politique départementale de l'eau et règles d'attribution de subventions. Isoline, toujours.

Mme MILLOT. Oui, merci Président. La politique de l'eau actuellement en vigueur date de la mise en œuvre du PDE de 2012, avec la décision prise par l'assemblée départementale du 9 juin dernier de poursuivre cette démarche dans un troisième plan pour les années 2017-2021. Il est indispensable de réviser la politique de l'eau pour répondre aux nouveaux objectifs de ce plan, tout en maîtrisant, bien entendu, sa volumétrie en fonction des capacités financières du Département. Les grands principes sur lesquelles elle repose sont une évolution qui prend appui sur la politique actuelle ; un recentrage des conditions d'éligibilité ; la prise en compte des schémas départementaux stratégiques, tant dans les domaines de l'eau potable que l'assainissement, en fonction des nouvelles problématiques et de l'implication des autres financeurs ; et enfin la prise en compte des évolutions réglementaires.

La nature et les conditions d'attributions des aides dans les domaines de l'eau potable, des actions préventives en zone non agricole, de l'assainissement et des cours d'eau sont détaillées et intègrent les objectifs majeurs du plan que sont la délivrance d'une eau potable conforme à tous les Seine-et-Marnais, la protection de la ressource en eau et la gestion du risque inondation. Ça reprend bien évidemment le détail des différentes actions précisées dans le PDE que nous signerons la semaine prochaine.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Isoline. Oui, Julie GOBERT a la parole.

Mme GOBERT. Je vous avais promis une intervention, donc la voici. Le Département de Seine-et-Marne s'est intéressé depuis longtemps à cette politique en faveur de la ressource eau, et de véritables avancées ont été possibles grâce à un engagement très fort des élus et des services, mais aussi par des moyens financiers qui étaient très solides. Il est logique d'adapter nos dispositifs au regard des nouveaux besoins, de nouveaux objectifs, des nouvelles lois et notamment en lien avec les inondations. Et nous partageons évidemment certaines modifications que vous présentez aujourd'hui. Toutefois, nous souhaitons faire part de quelques réserves. Nous regrettons que le taux d'aide aux communes dans leur démarche zéro phyto diminue alors qu'il est indispensable de changer relativement vite et fort cette pratique. Et cette diminution va diminuer l'incitation.

Vous souhaitez également augmenter les financements des réhabilitations des réseaux d'assainissement, très bien, mais nous nous interrogeons aussi sur le fait que certaines collectivités ne le font pas alors qu'elles devraient le faire. Le Département doit aider les collectivités qui n'ont pas les moyens de rendre conforme leur réseau, c'est certain. Mais notre institution ne doit pas se substituer aux obligations des élus locaux.

Et puis enfin, les actions préventives dans le domaine agricole devraient être plus vigoureuses. C'est quelque chose que nous disons régulièrement. Nous connaissons le rôle que peut avoir l'agriculture intensive sur nos nappes et nos cours d'eau en termes de pollution. C'est pour ça que je faisais une petite incise sur l'eutrophisation de nos cours d'eau et nous attendons, de fait, plus de moyens pour transformer les méthodes agricoles, parce qu'il y a une demande et cette demande, elle vient aussi de la société civile par rapport aux pratiques agricoles.

Pour conclure, le budget annuel prévu pour cette politique de l'eau est en légère diminution par rapport à la moyenne de ces cinq dernières années et nous le regrettons.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Julie. Je suis d'accord sur beaucoup de points, simplement une petite réserve. L'obligation de réaliser pour les communes, la contrainte doit venir de l'État. On peut aussi, nous, le dire, mais c'est à l'État de mettre en œuvre un plan et de s'y tenir. Voilà. Donc je vais demander à Jean-Louis THIÉRIOT sur les finances.

M. THIÉRIOT. Avis conforme de la Commission, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Et je vais le soumettre à vos suffrages. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Ok. Donc il est adopté moins les abstentions des groupes.

N 1/12

M. LE PRÉSIDENT. Le 1/12 : Contrat de bassin 2017 / 2022. Ça concerne la vallée d'Yerres aval et du Réveillon. Isoline.

Mme MILLOT. Concerne les cantons de Combs-la-Ville, Fontenay-Trésigny et Ozoir-la-Ferrière. Le Syndicat mixte pour l'assainissement et la gestion des eaux du bassin versant de l'Yerres a souhaité, avec l'aide de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, renouveler le contrat de bassin Yerres aval Réveillon. Le premier contrat s'étalait sur les années 2010-2015. Ce nouveau contrat est prévu pour une durée de 6 ans (2017-2022). Il regroupe, comme pour le premier contrat des actions visant les rivières, les zones humides, l'eau potable, l'assainissement et la maîtrise des ruissellements pour 31 collectivités dont 10 concernent la Seine-et-Marne. Cet outil s'inscrit dans la démarche de mise en œuvre du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Yerres. Comme pour l'AESN et le Conseil départemental de l'Essonne, il est proposé au Conseil départemental de Seine-et-Marne d'approuver ce contrat, le Département conservant ses propres règles d'attribution des aides dans les domaines visés par le contrat. À noter, évidemment que les attributions d'aides se feront dans le cadre de la politique de l'eau que nous venons de voter.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Isoline. Anne-Laure FONTBONNE pour les finances.

Mme FONTBONNE. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Eh bien, il est adopté.
Merci.

N 1/13

M. LE PRÉSIDENT. Le 1/13, ce sont les captages du secteur d'Hondevilliers. Contrat d'animation. Isoline.

Mme MILLOT. Il concerne les cantons de Coulommiers et La Ferté-sous-Jouarre. Comme vous le savez, la Seine-et-Marne compte 380 captages en nappes souterraines sur son territoire, délivrant 79 % de la ressource en eau utilisée pour l'alimentation en eau potable des Seine-et-Marnais et des Franciliens.

Pour protéger cette ressource, il y a deux outils qui sont à disposition, les périmètres de protection, conduisant à des prescriptions validées par Déclaration d'utilité publique (DUP) pour protéger les captages des pollutions accidentelles, et la démarche d'élaboration des Aires d'alimentation des captages (AAC) pour les protéger des pollutions diffuses.

Les captages d'Hondevilliers 1 et Hondevilliers 2 sur le même champ captant dit de « La Fontaine aux Dames » font partie des ressources en eau assurant l'alimentation en eau potable d'une partie des communes du Syndicat du Nord Est de la Seine-et-Marne (SNE 77). Le captage d'Hondevilliers 2 a été classé prioritaire au titre du Grenelle de l'environnement en 2009, en raison des dépassements des normes pour les teneurs en nitrates et phytosanitaires. Conformément à la réglementation en vigueur, ce captage doit faire l'objet d'un programme d'animation sur son aire d'alimentation afin de protéger, voire restaurer, la qualité de l'eau. Le maître d'ouvrage est le SNE 77 qui regroupe statutairement 53 communes et dessert partiellement également des abonnés de 11 autres communes. Vu la configuration de l'aire, seul le volet agricole fait l'objet d'une contractualisation, l'animation a été confiée à la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne via une convention de partenariat, le volet urbain étant déjà traité par le Département. À noter que dans ce contrat d'animation de captage, un comité de pilotage a été mis en place et sera constitué des représentants du maître d'ouvrage des captages (SNE 77), de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, des Partenaires institutionnels tels que le Département, la DDT, l'ARS et le Conseil régional d'Ile-de-France, d'éventuels partenaires locaux impliqués dans des projets liés à la protection de la ressource en eau et évidemment de la Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne et des agriculteurs du territoire.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien. Cathy BISSONNIER pour les finances. Elle n'est pas là.

Mme. BISSONNIER. Si.

M. LE PRÉSIDENT. Si, elle est là.

Mme. BISSONNIER. Avis conforme Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Cathy. Je sou mets donc à vos votes s'il n'y a pas de prise de parole. Il ne semble pas. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Il est adopté.

N 1/14

M. LE PRÉSIDENT. Le 1/14 : Espace naturel sensible. Isoline toujours.

Mme MILLOT. Oui. Le Département souhaite réorienter sa politique en matière d'Espaces naturels sensibles autour de trois objectifs majeurs : favoriser le développement territorial et local par les Espaces naturels sensibles -pardon - protéger les milieux naturels et consolider la trame verte et bleue, renforcer les Espaces naturels sensibles dans leur rôle de support d'actions éducatives. Il est proposé d'atteindre ces objectifs en concentrant l'action départementale sur les ENS existants – pour rappel il y en a 22 - et par le renforcement de l'accompagnement technique et financier apporté aux partenaires communaux et intercommunaux du Département dans le développement d'Espaces naturels sensibles locaux.

M. LE PRÉSIDENT. Pardon – il y a un certain nombre de rapporteurs Martine BULLOT pour Sport et vie associative jeunesse.

Mme BULLOT. Avis favorable, Président.

M. LE PRÉSIDENT. Franck VERNIN pour Culture, patrimoine et tourisme.

M. VERNIN. Avis favorable également.

M. LE PRÉSIDENT. Et pour les finances, Cathy BISSONNIER.

Mme. BISSONNIER. Avis conforme Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Oui, Julie GOBERT, vous avez la parole.

Mme GOBERT. Je vous remercie. Nous partageons un ensemble d'objectifs qui ont été déclinés ici par Isoline MILLOT dont l'enjeu en termes de participation de ces ENS, en termes d'attractivité et de développement économique. Nous savons aussi que nos outils de maîtrise foncière sont relativement lourds et longs et qu'il faut pouvoir changer de manière de réfléchir par rapport à cela. Mais, nous avons une inquiétude sur la possible généralisation de la délégation de l'entretien des ENS à des acteurs locaux privés tels que nous l'avons adopté lors de la dernière séance par la Fédération des chasseurs. En fait, on voudrait savoir quelles sont vos ambitions en termes de gouvernance des ENS.

Mme MILLOT. Les ambitions en matière de gouvernance sont simples, c'est une compétence obligatoire des départements. Le Département a fait le choix de mener des partenariats avec des animateurs locaux que sont entre autres la Fédération de chasse. Ça pourrait être le cas avec les associations sportives comme on l'a évoqué et puis d'autres partenariats qui vont aussi naître avec Seine-et-Marne Tourisme notamment où on a projeté de faire des balades sur les ENS qui le permettent et notamment à destination des collégiens.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Oui Marianne.

Mme. MARGATÉ. Merci Monsieur le Président. Évidemment, je partage la volonté d'une meilleure appropriation des ENS pour nos collégiens, les riverains. Moi j'adore l'ENS qui est à côté de chez moi et je m'y balade avec beaucoup de plaisir. Justement, l'ENS à côté de chez moi, j'ai une proposition à faire, est un ENS qui a été délégué à la Région et je trouve dommage que dans les publications valorisant les ENS ne figurent que ceux qui sont gérés par le Département alors qu'on est bien dans un même et seul Département et vous m'accorderez que les Seines-et-Marnais se moquent bien de savoir si l'ENS à côté d'eux est géré par le Département ou la Région. Donc je pense qu'il faudrait valoriser l'ensemble de nos espaces naturels sensibles, ce qui permettrait de s'approprier en tant que Seines-et-Marnais l'ensemble de ces espaces-là. Et justement comme j'aime beaucoup mon ENS à côté de chez moi, je suis par contre très défavorable, je ne partage pas la position du Département qui est de geler la création de périmètres et de geler l'acquisition foncière des ENS existants. Parce que tout simplement, on le sait, pour pérenniser nos ENS pour assurer leur protection sur le long terme, cela exige des interventions sous maîtrise foncière. Sinon ils sont fragilisés. Donc, je pense que c'est un vrai recul du Département sur la protection de ces espaces naturels. Et souligner également et j'étais intervenue déjà lors d'un budget primitif à cette occasion, les conséquences pour notre Département de la position de la majorité de la région Île-de-France sur les espaces

naturels régionaux qui tendrait, sous réserve de confirmation, mais qui tendrait à vendre son patrimoine, le patrimoine des ENS dont y compris celui de Seine-et-Marne dont celui à côté de chez moi si je la joue très mitryenne qui sont les ENS qui sont en dehors des zones carencées. Je pense que ce serait un véritable recul et qu'il faudrait que le Département se doit d'avoir une position extrêmement forte sur les dix sites gérés par la AEV dans notre Département afin qu'il ne soit pas démantelé à l'avenir et c'est une véritable inquiétude, je pense, pour notre Département et je souhaiterais savoir s'il y a une position à ce jour et si vous avez connaissance d'éléments complémentaires. Et concernant ce mémoire particulièrement, nous voterons contre puisque nous sommes défavorables à ce gel de toute maîtrise foncière des ENS de Seine-et-Marne.

M. LE PRÉSIDENT. Lorsque la nouvelle Présidente des AEV est venue ici, effectivement je lui en ai parlé. La décision n'est pas prise de leur côté, mais elle est en cours de réflexion je vais dire. Moi là-dessus, je rejoins ce que vous dites. Il faut qu'on soit en position de les conserver. Où je suis moins d'accord, c'est sur ce qui a été dit précédemment sur les partenariats. Moi, je crois très fortement aux partenariats avec les élus locaux, communaux ou intercommunaux des territoires dans lesquels s'inscrivent ces espaces. On ne pourra pas tout supporter et en même temps, ça me paraît, et votre intervention Marianne le confirme, faire référence à ce que ces espaces font bien partie d'un patrimoine local, d'un patrimoine communal ou intercommunal. Donc là aussi dans le cadre de l'agence d'aide et d'ingénierie aux collectivités, je pense qu'on peut tout à fait introduire des partenariats sous contrôle, sous guidance, sous cadrage de façon à voir avec des associations locales qui elles aussi sont sous contrôle des municipalités ou des intercos voire des associations plus grandes, peut-être conviendra-t-il de mieux le préciser. Oui, je crois, mais je ne pense pas qu'on puisse continuer d'acquérir de ces espaces qui pour certains sont devenus des friches, sont devenus des secteurs où on arrive plus à... La nature reprend ses droits, c'est bien normal de les laisser comme ça. Ce n'est pas le cas chez vous, mais dans d'autres coins ça l'est. Nous avons, je parle sous le contrôle d'Isoline, parce que nous avons, je crois, 13 à 14 personnes qui pratiquent, qui sont employées chez nous et j'étais allé visiter Fontaineroux et qui sont des gens très bien et qui ont une approche que moi, je partage au niveau de la protection, ils sont déjà 13 ou 14 si on continue d'acquérir. C'est un véritable service qu'il faut. Donc moi, je dis qu'il faut que nous y réfléchissions, voilà. Monsieur PLACE, vous voulez dire un mot - allez-y. Non. C'est bon. Vous êtes d'accord avec moi.

M. PLACE. Oui.

M. LE PRÉSIDENT. Il vaut mieux vous me le direz.

M. PLACE. C'est sûr.

M. LE PRÉSIDENT. Non, je plaisante. Je plaisante. Je plaisante. De temps en temps, il faut avoir un peu d'humour. Bon. Je soumetts à vos votes ce mémoire. Donc il y a les votes contre de Bernard et de Marianne. Est-ce que vous votez contre ? Vous vous abstenez. Le groupe s'abstient et Bernard et Marianne s'opposent. D'accord. C'est ça. Eh bien, il est voté. Merci.

N 1/15

M. LE PRÉSIDENT. Le 1/16, investissement aux entreprises forestières d'exploitation travaux et la première transformation, c'est la filière bois ça ? Comment ? Non, j'ai sauté le 1/15. Au temps pour moi.

1/15 : Modification du périmètre de l'Espace naturel sensible (ENS) « La forêt régionale de Claye-Souilly ». Isoline.

Mme MILLOT. Merci. La Commune de Claye-Souilly assure la maîtrise d'ouvrage de la réalisation d'un nouvel échangeur sur la RN3 en accord avec la Direction des routes d'Ile-de-France afin d'améliorer la desserte de la zone commerciale qui fait l'objet d'une extension et soulager l'échangeur existant RN3-RD212. Pour les besoins de la réalisation du nouvel échangeur, il s'avère nécessaire de modifier une partie du périmètre de préemption « La forêt régionale de Claye-Souilly », créé au titre des Espaces naturels sensibles. C'est un rapport classique évidemment réalisé en concertation avec les élus locaux. Ce que je peux vous préciser c'est que l'Agence des espaces verts de la région Île-de-France, propriétaire de l'ensemble du foncier de l'ENS, la forêt régionale de Claye-Souilly a accepté la cession de ces terrains à la Commune de Claye-Souilly. Il n'a pas été convenu de compensation foncière, mais une compensation sous la forme de travaux d'aménagements d'accès de service et d'accès pour le public au site. En effet, le site étant particulièrement enclavé au nord par le canal de l'Ourcq et au sud par la RN3, l'AEV a demandé à ce que les aménagements suivants soient pris en charge par l'aménageur de la future zone commerciale soit la réalisation de deux accès pour le public depuis le futur centre commercial vers la forêt régionale, la réalisation d'un accès pour le passage des véhicules de service et des camions grumiers qui pourra être mutualisé avec un accès pour le public et la mise en place d'une signalétique depuis le centre commercial indiquant la forêt régionale. On voit bien dans ce rapport – je ne trouve pas mes mots, ce n'est pas grave – l'ensemble des acteurs qui doit faire synergie pour l'amélioration de l'accueil de nos espaces naturels sensibles sur l'ensemble du territoire que ce soit départemental ou régional.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Isoline. Véronique PASQUIER pour les finances.

Mme PASQUIER. Avis favorable Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Y a-t-il une prise de parole ou autres sur ce sujet ? Non. On va regarder par-là. Donc, je soumetts à vos votes. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Donc, ça va se faire à proximité donc d'un nouvel espace commercial, c'est ça.

N 1/16

M. LE PRÉSIDENT. 1/16 cette fois. C'est la filière bois, ça.

M. LAVENKA. Oui, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. On y va Olivier.

M. LAVENKA. Oui. Merci Monsieur le Président. Rapidement, vous savez que c'est la région Île-de-France qui, à travers le programme de développement rural, est maître du jeu en la matière pour toutes les questions qui touchent à l'amélioration de la mobilisation de la transformation et de la commercialisation des produits forestiers. Heureusement, la loi NOTRE sur ce sujet, dans son article 93 a fait une exception et permet au Département d'intervenir. On vous propose qu'il intervienne dans deux directions pour l'aide à l'achat de matériel neuf et le soutien aux investissements pour les entreprises qui mobilisent ou transforment la ressource forestière. Il s'agit évidemment de la première transformation. Et deuxième axe pour le soutien aux investissements matériels et immatériels relatifs à la certification de la qualité et de l'origine des bois en vue de faciliter le positionnement de ces produits lors de la commercialisation. Vous avez dans le rapport la liste des bénéficiaires potentiels de l'aide départementale. Vous avez également la liste des dépenses éligibles. Je souligne que le Département a budgété 100 000 euros au budget 2017 sur cette problématique. Je souligne également que nous sommes, c'est vrai sur ce sujet, c'est vrai sur beaucoup d'autres, malheureusement tributaires du rythme régional même si on est très volontariste. J'en profite pour répondre à une question qui m'a été posée en commission par Julie GOBERT pour dire que le plan national de la forêt et du bois qui est effectivement issu du vote de la loi d'avenir pour l'agriculture a été élaboré en 2016 et que la Région a deux ans pour décliner sous forme régionale un plan régional de la forêt et du bois. À ce stade, ce plan régional n'est pas élaboré. A ma connaissance, les assises du bois de juin dernier, les assises régionales prouvent que la Région est sur le sujet, mais le plan n'est pas élaboré, ce qui empêchera, tant qu'il ne sera pas élaboré, que l'appel à projets régional soit lancé et que donc que le Département intervienne en complément des financements du FEDER et de la Région sur ces problématiques. Donc on peut malheureusement le regretter. On est un peu en avance sur la Région sur ce sujet.

Tout dernier point, ça nous oblige également à contractualiser avec l'agence, l'ASP (Agence de Service et de Paiement) dont on parlera un petit peu plus tard dans une délibération ultérieure pour payer les entreprises et les acteurs de la filière bois que le Département déciderait d'aider.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien. Oui, Julie vous avez la parole.

Mme GOBERT. Je ne vais évidemment pas revenir sur ce qu'a expliqué Monsieur LAVENKA. En l'occurrence, là ce qui pose question c'est que la Région n'ait pas encore son plan. Elle a encore un petit peu de temps. Que nous, on est obligé de se concentrer sur à la fois tout ce qui est débardage, première transformation ; or on sait que la plus grosse valeur ajoutée, c'est sur la deuxième transformation. On sait aussi que nous n'avons pas l'outil industriel sur notre territoire et donc c'est pour ça que la Région devrait y réfléchir de manière un peu plus globale et relativement un peu plus vite. Et qu'ensuite ça a aussi des enjeux en termes de construction, puisque nous allons construire de plus en plus en bois. Nous avons des incitations fortes de ce point de vue là, mais qui n'est absolument pas du bois qui vient de nos régions. On ne peut relativement pas avoir des circuits courts en ce domaine, mais au moins des circuits nationaux.

M. LE PRÉSIDENT. Tout à fait. Béatrice RUCHETON pour les finances.

Mme. RUCHETON. Avis conforme Président.

M. LE PRÉSIDENT. Je sou mets à vos votes. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Non. Eh bien, il est adopté. Merci.

N 1/17

M. LE PRÉSIDENT. Le 1/17, c'est la fameuse convention avec l'ASP et la Région dans le cadre des mesures agroenvironnementales et climatiques. Olivier.

M. LAVENKA. Oui. Monsieur le Président, effectivement je suis un peu gêné pour vous présenter cette délibération qui vise à permettre au Département de payer les paysans qui contractualisent avec nous au titre des MAEC (mesures agroenvironnementales et climatiques). Vous savez que nous avons délibéré le 24 juin 2016, donc il y a plus d'un an non pas pour les MAEC, mais pour les MAEO avec l'ASP et qu'à ce jour en dépit de cette convention rien n'a encore été honoré, rien n'a encore été payé. Donc, on est quand même très, très inquiet. Il y a eu une alternance en juin dernier, mais l'incurie en matière de paiement des MAE reste la même qu'il s'agisse du Gouvernement CAZENEUVE ou l'actuel Gouvernement PHILIPPE. Pour vous donner un dernier éclairage, on a en Seine-et-Marne au titre des paiements MAEC, 22 exploitations agricoles concernées pour un montant de dépenses voté par notre Assemblée sur trois exercices budgétaires 15, 16, 17 de 77 395 euros et qui ne peuvent pas être payés et c'est un véritable scandale.

M. LE PRÉSIDENT. Je m'associe à cette dénonciation. On a eu la volonté politique d'aider ces agriculteurs en difficulté. Nous l'avons budgété, mais ça ne peut pas leur être versé, ce qui est quand même très dommageable pour eux. Et certains d'ailleurs commencent vraiment à crier au secours. Je soumetts à vos votes. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Il est adopté si Anne-Laure FONTBONNE nous dit pour les finances que j'ai oubliées.

Mme FONTBONNE. Conforme Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci.

N 3/01

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons au 3/01 : les mobilités. Ligne Seine-et-Marne express convention partenariale Jean-François ONETO.

M. ONETO. Oui, merci Monsieur le Président. Ce premier rapport concerne les lignes Seine-et-Marne express. Leur exploitation fait l'objet d'un renouvellement de contractualisation, entre Ile-de-France Mobilités et les transporteurs, dits Contrat de Type 3 (CT3). Dans ce cadre, le Département entend maintenir sa participation technique et financière par la conclusion de conventions partenariales avec IDFM et les transporteurs et c'est l'objet du présent rapport. La participation du Département serait forfaitaire et actualisable chaque année. Au total, pour les lignes Seine-et-Marne express 1, 16, 67, 19 et le Citalien, la participation départementale, inchangée par rapport à celle de 2016, est estimée environ 815 000 € pour l'année 2017. Ce rapport vous informe également sur les créations et développements d'offres qui interviendront dans les mois à venir sur les lignes express dans le cadre du Grand Paris des Bus 2017 – 2020 mis en œuvre par IDFM. Le Département avait ainsi fait part dans son cahier d'acteurs des propositions de renforts d'offres de bus et de création de nouvelles lignes express à mettre en service dès 2017. Cette consultation s'est traduite par l'adoption d'une délibération du Conseil d'administration d'IDFM en date du 22 mars dernier. Certaines lignes telles que la numéro 17 c'est-à-dire la Ferté Gaucher-Chessy, la n° 2 (Meaux-Melun), voire la n° 34 (Melun Château-Landon Egreville), et la ligne Citalien pourraient connaître une mise en service de renforts d'offre dès la fin de cette année.

Par ailleurs, une nouvelle ligne express entre Provins et Montereau a été créée et mise en service le 4 septembre de cette même année évidemment. Cette création s'appuie sur la ligne n° 7 du réseau est Seine-et-Marne et Montois, exploitée par la Société Procars. Elle consiste à rajouter 8 allers-retours supplémentaires les jours ouvrés et à créer 4 allers-retours le samedi. La décision a été prise de mobiliser une enveloppe annuelle d'un million d'euros par an, 800 000 € servant au projet de création renforcement de lignes de Seine-et-Marne express en 2017 et 2018 et 200 000 € pour les projets post 2018. À noter que cette participation viendrait s'ajouter à celle due au titre du service actuel et des conventions partenariales.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Jean-François. Bon vous avez vu aussi et je vous confirme que j'ai décidé de mobiliser une enveloppe annuelle de 1 million d'euros dont 800 000 € serviront au projet de création de renforcement et 200 000 € pour les projets post 2018. Ça viendrait s'ajouter puisque je continue de penser que l'on peut obtenir des nouvelles lignes ou des compléments ou des renforts. Par contre, ce sur quoi je n'ai pas réussi et pourtant je continue de m'insurger, c'est le changement de livrets des bus puisqu'ils vont devenir tout gris alors que le mérite de la livrer actuel faisait qu'ils étaient bien identifiables et bien repérables. Et j'ai pu obtenir qu'il ait la mention Conseil départemental de Seine-et-Marne, mais je pense que la taille risque d'être infime. Voilà je le regrette, ben c'est vrai que nos Seine-et-Marnais sont habitués à ces bus, nous aussi et qu'on les identifie vraiment facilement alors que là ils vont se confondre dans la masse des bus corbillards. Voilà. Donc je soumetts ce mémoire à vos suffrages. C'est Béatrice RUCHETON qui va me dire pour les finances.

Mme. RUCHETON. Avis favorable de la Commission des finances.

M. LE PRÉSIDENT. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Non pas. Il est adopté. Merci.

N 3/02

M. LE PRÉSIDENT. Le 3/02, c'est un avenant en matière de transports scolaires. Jean François ONETO.

M. ONETO. Oui en effet Monsieur le Président, il est proposé de modifier la convention liant, en matière de transport scolaire, le Département au Syndicat des Transports d'Ile-de-France à présent IDFM, dans le cadre de la revoyure prévue dans la convention et ceci afin de fixer de nouveaux montants de dotations pour les années scolaires 2016/2017, 2017/2018, 2018/2019, 2019/2020. De nouveaux règlements régionaux, mis à jour, sont par ailleurs proposés. Enfin, un aménagement du règlement départemental des transports scolaires est proposé.

M. LE PRÉSIDENT. Bien. Virginie, pardon.

Mme THOBOR. Oui, juste je me permets d'intervenir pour avoir un complément d'information notamment pour revenir sur la question du remboursement aux collectivités de la participation qu'elles avaient décidé d'apporter pour réduire la charge au titre des transports suite à la suppression de la gratuité des transports scolaires. En fait, on a été contacté par plusieurs Maires, en fait qui s'inquiètent de ne pas voir leur remboursement venir. Est-ce qu'il y a un calendrier et quand est-ce que ça va être appliqué ?

M. LE PRÉSIDENT. Bonne question, on va essayer d'avoir une bonne réponse avec Pascale SOLIGNAC, notre Directrice des transports.

Mme. SOLIGNAC. Nous réceptionnons actuellement les dossiers. De mémoire, le délai fixé est jusqu'à fin octobre et ensuite ce sera mis en paiement dans les délais qui s'imposent, mais c'est en cours d'instruction en ce moment. Naturellement les services sont à votre disposition pour renseigner les élus.

Mme THOBOR. Merci.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien. Donc Xavier VANDERBISE pour les finances.

M. VANDERBISE. Oui. Avis conforme Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Eh bien, c'est adopté avec cette précision qu'il faudra renseigner les Maires soucieux de voir rentrer leurs dus.

N 3/03

M. LE PRÉSIDENT. 3/03, Association Prévention Routière, ça, c'est bien pour nos collégiens. Jean-François.

M. ONETO. Oui Monsieur le Président. Le Département souhaite compléter ses actions d'amélioration de ses infrastructures en s'impliquant davantage en matière de sécurité routière dans des actions de sensibilisation et de formation envers le public seine-et-marnais. Il est donc proposé à cette Assemblée d'octroyer à l'Association Prévention Routière dite APR une subvention pour la réalisation d'actions de sensibilisation à la sécurité routière en direction des collégiens, durant l'année scolaire 2017/2018. Le montant de la subvention est de 47 600 euros maximum et elle concerne 14 200 collégiens pour l'année scolaire précitée 2017 – 2018. Et donc une convention avec APR en définit les modalités et c'est celle-ci qui vous est proposée.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien. Xavier pour les Finances.

M. VANDERBISE. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Je sou mets donc à vos votes. Je souligne l'action vraiment marquante de la prévention routière pour l'avoir vécu y compris avec la voiture qui se retourne tout ça, c'est important et en matière de deux roues aussi puisque malheureusement il y a beaucoup trop d'accidents de scooters ou autres. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Eh bien, c'est voté. Merci.

N 3/04

M. LE PRÉSIDENT. 3/04. Viabilité hivernale. Jean-François ONETO.

M. ONETO. Oui Monsieur le Président, il s'agit, c'est récurrent, de l'organisation de la viabilité hivernale, cette fois-ci pour l'hiver 2017 – 2018 et l'approbation de convention avec les communes pour les opérations de déneigement du réseau départemental de désenclavement.

Je ne sais pas si je dois développer le résumé qui vous est présenté dans la note, ce n'est peut-être pas utile. Le principe étant que d'année en année, nous peaufinons la collaboration avec notamment les agriculteurs, enfin tous les moyens qui peuvent être mise en œuvre et déployé pour être de plus en plus performant et d'avoir une couverture de réseaux la plus importante possible, mais si vous le souhaitez je peux peut-être le préciser.

M. LE PRÉSIDENT. Non, non, je voudrais dire aussi devant vous tous et toutes et Claude LAZERME qu'il en fasse l'écho auprès de ses services. Je trouve qu'on a un plan de viabilité hivernale qui se bonifie. On tient nos engagements aussi avec la Région. On va faire 134 kilomètres de plus, je crois. Et qu'en même temps, on réfléchit à l'amélioration dans le cadre du plan anti-bouchon avec la Région. Donc c'est bien, c'est favorable puisque là aussi n'oublions pas que nous avons 4 325 kilomètres de routes départementales. Et que l'État n'a que 194 kilomètres. Je tiens à le répéter, parce que comme on se fait souvent allumer et que donc on peut penser aussi que l'amélioration de notre réseau, avec le gros effort qui a été fait, devra aussi porter ses fruits en termes de sécurité y compris pendant l'hiver. Je pense, on l'a vu encore ce matin. Par chez moi, il y avait beaucoup de brouillard. Le fait que les routes soient balisées départementales ou autres, c'est quand même un plus très important avec les bas-côtés faits qu'ils peuvent considérer les... consister en des échappatoires en cas de croisements difficiles. Voilà.

M. ONETO. Monsieur le Président, vous l'avez cité. Les 134 kilomètres supplémentaires relèvent d'un effort très conséquent des services et donc c'est vraiment une amélioration importante.

M. LE PRÉSIDENT. Xavier. Les Finances.

M. VANDERBISE. Avis conforme Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Eh bien, c'est voté. C'est important pour nos Seine-et-Marnais, nous tous.

N 3/05

M. LE PRÉSIDENT. 3/05. Contournement Est de Roissy. Protocole. Jean-François.

M. ONETO. Oui en effet Monsieur le Président. Donc l'État, la Région Île-de-France, le Département du Val d'Oise, le Département de Seine-et-Marne et également la Communauté d'Agglomération Roissy Pays-de-France ont accepté de cofinancer le contournement Est de Roissy qui sera par contre sous maîtrise d'ouvrage de l'État. La propriété, l'entretien et l'exploitation des aménagements seront répartis une fois réalisés entre l'État, le Département du Val-d'Oise et le Département de Seine-et-Marne. Et donc un protocole d'accord précise les engagements des 5 parties signataires.

Pour ce qui est du Département de Seine-et-Marne, sa participation s'élève à 5 millions d'euros. Les moyens financiers sont prévus au titre de l'opération « Contournement Est de Roissy.

Le Département de Seine-et-Marne a vocation à être propriétaire et à assurer l'entretien et l'exploitation de la RD 212 créée dans le cadre de l'opération entre la RD 83 à l'Est et la limite Ouest du département et de tous les objets routiers associés (les giratoires, les ouvrages d'art, etc.). Il entretiendra cette exploitation également la section de la RD 212 située sur le département du Val-d'Oise et ceci tout simplement pour des raisons de cohérence de gestion.

Une convention entre le Département et l'État relative aux modalités précises de financement du contournement et de domanialité, d'entretien et d'exploitation de la RD 212, sera soumise à une prochaine Commission permanente.

M. LE PRÉSIDENT. Oui, merci. Bon, je ne vous cache pas que je suis un peu gêné par rapport à ce mémoire étant donné les dernières informations que l'on m'a données hier concernant l'évolution du territoire métropolitain. Il est question que Roissy puisse nous être pris. Quand on dit Roissy c'est la plateforme, ça commence où, ça finit où. Donc évidemment j'ai réagi très fortement dès hier soir auprès du Gouvernement, ce qui me pose problème alors les 5 millions que nous mettons là on en avait parlé c'était vraiment une politique volontariste de notre part, puisque ce n'est pas dans nos compétences, mais c'était pour boucler la boucle. Voilà c'est le cas de le dire. Mais, si d'aventure, ce que je ne souhaite pas, on assiste à un troisième hold-up qui pourrait être la perte de Roissy, d'autant plus que dans cette affaire-là d'aujourd'hui ADP puisque j'ai rencontré Monsieur DE ROMANET ne met rien alors que c'est pour favoriser l'entrée côté ADP Est, mais y a une autre opération derrière qui a été décidée et je me retourne vers les élus Meldois, je salue Jérôme, mais je le présenterai tout à l'heure. C'est le barreau Meaux/Roissy N2 / N3 où nous, on a pré budgété 30 millions, 30 millions. Il est évident que si on devait, sans concertation, uniquement une fois plus, à marche forcée, nous prendre la zone aéroportuaire voire peut-être plus au niveau de Roissy et bien sûr les richesses qui en découlent, je pense que je vous soumettrai une remise en cause de ces choses-là, ce qui pose un vrai problème d'aménagement du territoire, c'est ce dont nous parlions tout à l'heure. Donc... et là on commence à me dire que les 5 millions ne seraient pas suffisants. Si l'État dit d'un côté on veut augmenter l'investissement, mais d'un autre côté chaque fois qu'il est présent dans de grosses opérations d'investissements, il se défile voire diminue sa participation, moi je ne comprends pas bien. Dans tous les cas, je pense que le levier d'aménagement du territoire pour lequel on nous demande de mettre la main à la poche hors de nos compétences j'entends, il faudra que nous reparlions en fonction des évolutions qu'ils pourraient y avoir et porter atteinte à l'intégrité et l'unité de Seine-et-Marne. Je le dis comme je le pense, mais après nous en débattons. Mais, je crois que ça suffit. Tout ça pour le moment est en gestation, on me dit oui, non alors le nouveau Préfet Michel CADOT avec qui j'ai travaillé, avec qui d'ailleurs j'ai de bonnes relations, mais me dit : « *Ben, oui, voilà, donc on se retirerait là-dessus. On vous demanderait plus sur cette partie-là. On va abandonner des gares d'interconnexions au réseau du Grand Paris, mais à ce moment-là ce serait aux collectivités de les payer.* » Enfin, nous en reparlerons, mais je suis très inquiet, très inquiet. Oui, Bernard.

M. CORNEILLE. Monsieur le Président, votre inquiétude et ce que vous avez dit au tout début par rapport aux informations que vous avez eues hier, bon m'inquiète évidemment, mais ne font que confirmer les bruits qui courent puisque cet été nous savions qu'il y avait eu une volonté de métropoliser tout ce qui touche l'aéroport, la plateforme aéroportuaire. Il sera bien sûr très inquiétant non seulement par rapport au Département, mais aussi par rapport aux collectivités alentour puisque deux sortes de bruits voire trois même. Le premier c'est celui-là c'est-à-dire rattacher quatre communes Seine-et-Marnaise : Compans, Mitry, le Mesnil-Amelot Mauregard à la Métropole plus Roissy-en-France et le Val-Oise. Ensuite ce serait u hold-up, un de plus, je vous avais dit, qui priverait notre Département et les communes qui sont dans la Communauté d'agglomération Roissy Pays de France des ressources issues de la plateforme aéroportuaire. Donc ça, ce n'est pas tenable. D'autant que les communes seine-et-marnaise qui font partie de cette agglomération ont vécu depuis trois ou quatre ans des changements brutaux difficiles à absorber. Il semble que ça fonctionne correctement. On parvient à s'entendre et au moment où on parvient à s'entendre, c'est comme la dernière fois, on va démanteler une fois de plus. Et ça, ce n'est pas tolérable. Lorsque vous dites que vous êtes inquiet, moi je suis plus qu'inquiet puisque cet été, des choses avait transparu dans le Canard Enchaîné, on parle de métropolisation, ça y était déjà et là ça revient. Et il y a aussi autre chose qui est prévu et ça, c'est écrit. C'est la volonté du Président de l'intercommunalité Pays de Meaux de créer un GIP avec quatre intercos dont la Communauté d'agglomération Roissy, Pays de France, mais si cette Communauté d'agglomération Roissy Pays de France est privée de ces cinq communes, ça va être un GIP de pauvres qui n'a aucun sens selon moi. Donc il faut être extrêmement prudent et pas seulement prudent il faut être à l'offensive pour éviter que ce ne se fasse ce deuxième hold-up. Je crois qu'on l'a évoqué avec le Maire du Mesnil-Amelot il y a aussi autre chose et vous venez d'en parler, c'est que la Gare qui est prévue au Mesnil-Amelot n'y serait pas alors ça, c'est un vrai scandale. Parce qu'il y a eu des acteurs politiques qui se sont battus pour qu'elle y soit, il y a Vincent ÉBLÉ et il y a aussi Yves ALBARELLO, je mets les deux en même temps. Yves ALBARELLO a été très actif, on a réussi à avoir une Gare à Mesnil-Amelot qui permettrait justement à tous ceux qui vivent dans ce secteur de se rendre directement à Paris. On va privilégier un autre transport à la veille des Jeux olympiques, c'est celui de Charles de Gaulle Express, 24 euros le ticket. Et on va laisser tous ces habitants qui arrivent de plus en plus nombreux dans le secteur prendre les trains qui vont de Saint-Mard ou de Roissy où il n'y a pas de parking pour aller à Paris. Mais, c'est affreux. Ce matin, j'ai mis deux heures pour venir ici, parce que c'était embouteillé de partout, ça suffit quoi. Donc je crois qu'il faut se battre. Nous avons su être unitaires pour une notion par rapport au contrat aidé, mais là je vous assure que l'union sacrée est véritablement nécessaire.

M. LE PRÉSIDENT. Je partage totalement ce que vient de dire Bernard. Et si j'en ai parlé, on va s'organiser pour ça il est urgent de le faire. Maintenant, on n'a pas encore de décision officielle, mais bon je reviens aussi là-dessus puisque l'on m'a associé après que j'ai juste rappelé qu'existait le Département au projet de développement de l'aéroport où les nouvelles pistes et le cinquième aérogare seront sur le Mesnil-Amelot, seront donc sur Seine-et-Marne. Donc, ça rebondit sur ce qu'on vient de dire et que là il faut que nous soyons extrêmement vigilants. Moi je pense que par rapport au mémoire 3/05 puisque c'est parti de là, il faut que nous tenions les engagements sur ces 5 millions donc je proposerais qu'on le vote. Moi, je vous dis très sincèrement et je suis à vos côtés il faut un qu'on ait de vraies informations confirmées et qu'on se structure vis-à-vis de cela. Voilà. Donc sur ce 3/05 après l'avis de Xavier.

M. CORNEILLE. Oui, avis conforme Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Parce qu'en même temps, ça pose bien les 5 millions, parce que moi on m'approche pour que ça soit le double, suite au désengagement de l'État. Bon. Il n'en

est pas question. Donc y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Il est voté. Alors là moi je suis souscrit totalement à ce que tu viens de dire Bernard.

N 3/06

M. LE PRÉSIDENT. La liaison Meaux/Roissy. Le barreau RN3/RN2. Ce sont les acquisitions foncières, c'est ce dont je vous parlais. Donc Jean-François.

M. ONETO. Oui Monsieur le Président. Effectivement, ce sont de nouvelles acquisitions foncières.

Dans la continuité des acquisitions foncières relatives à ce projet Liaison Meaux-Roissy, sous maîtrise d'ouvrage départementale, je le rappelle, dix-huit nouveaux propriétaires concernés par cette troisième phase ont donné leur accord pour l'acquisition de leurs terrains sur la base de la dernière estimation des domaines que je rappelle : 6 euros /m² pour les parcelles en nature de bois et 7 euros/m² pour les parcelles en nature de terre de culture et de pré.

Le plan et le tableau joints en annexe de ce rapport vous permettent de visualiser le tracé du projet concerné et vous donnent le détail des propriétaires et le montant des indemnités qui leur seront versées donc individuellement.

L'ensemble des crédits de paiement nécessaires s'élèvent à 2 326 344,10 €, ils ont été mis en place dans le cadre du Budget Primitif 2017 sur les opérations 2014, 2015 et 2016 et 2017 dans la catégorie « Acquisitions foncières pour travaux » de l'action « Acquisitions foncières ».

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Xavier pour les Finances.

M. VANDERBISE. Oui. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Alors y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Mais là on est bien parti dans un processus qu'on sera peut-être amené d'arrêter ou de réviser en tous les cas de peser, je vous le dis, parce qu'on va quand même pas toujours payé en se faisant dépouiller par ailleurs.

N 3/07

M. LE PRÉSIDENT. 3/07 alors là c'est un barreau de liaison entre la RN 1104 et la RD 401 au Mesnil Amelot. Jean-François.

M. ONETO. Oui Monsieur le Président, c'est en lien en quelque sorte avec le 3/05. Donc dans le cadre de l'aménagement de la Zone d'Activité Concertée de la Chapelle de Guivry sur le territoire de la commune du Mesnil-Amelot, il est prévu que le Département réalise un barreau de liaison qui permettra notamment la desserte de cette zone. L'évolution de la conjoncture économique n'a pas permis au concessionnaire initial de mener à bien le projet de ZAC. Et un nouveau concessionnaire, la Société MYTHRA, a été retenu et portera la maîtrise d'ouvrage de ce barreau qui intégrera ensuite le domaine public routier départemental. Et donc une convention entre le Département, la Communauté de Communes Plaines et Monts de France qui est le concédant de la ZAC, la Société MYTHRA et la Commune définit les modalités de réalisation, de financement, de transfert des emprises foncières et aussi d'entretien ultérieur. La participation pour ce qui est du Département au barreau se traduit quant à elle par la contribution financière aux dispositifs de raccordement à la RN 1104 réalisés par l'État dans le cadre du contournement Est de Roissy et un protocole de financement fixant à 5 millions d'euros la participation du Département au contournement Est de Roissy vous a été proposé lors de cette même séance.

M. LE PRÉSIDENT. Et nous donnerions 500 000 euros de compensation à la commune qui est déjà riche, mais bon. Je sou mets à vos votes. Y a-t-il des votes – Pardon - Bernard.

M. CORNEILLE. Ce qui était prévu par notre précédente Assemblée, il faut le faire pour que la Chapelle de Livry puisse se développer. Mais, sinon ajoute ça à ce que nous avons évoqué tout à l'heure, ça fait une somme considérable, on va bien doter ce territoire. Mais la mariée risque de partir donc il faut réfléchir quand même.

M. LE PRÉSIDENT. Mais je partage totalement. C'est d'ailleurs pour ça que j'ai fait les remarques tout à l'heure. Je sou mets à vos votes. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Xavier, c'est bon.

M. VANDERBISE. Oui, oui. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Eh bien, c'est voté.

N 3/08

M. LE PRÉSIDENT. 3/08. C'est Napoléon. Non, le futur parc linguistique de Napoléon qui avance. Jean-François.

M. ONETO. Oui en effet Monsieur le Président. Il s'agit de la construction du parc touristique porté par la Communauté de communes du Pays de Montereau et dédié à l'Empereur Napoléon 1er, ceci le long de la RD 411 sur le territoire de la commune de Marolles-sur-Seine et cela va nécessiter des aménagements routiers afin d'en assurer la desserte et d'assurer l'écoulement du trafic généré par le Parc depuis la sortie de l'autoroute A5. La maîtrise d'ouvrage de ces aménagements se répartira entre le Département, APRR et la Communauté de communes du Pays de Montereau et également le Parc. La totalité des aménagements est estimée à environ 17,75 M € HT dont 7,70 M € HT pour les aménagements devant être réalisés pour l'ouverture et 10,05 M € HT pour ceux à long terme.

Les aménagements qui sous maîtrise d'ouvrage départementale sont estimés à 4,05 M€ HT. Le Département va rechercher des subventions auprès de la Région Île-de-France pour les aménagements sous sa maîtrise d'ouvrage.

Les crédits d'études préalables des aménagements sous maîtrise d'ouvrage départementale sont estimés à 200 000 €.

La Communauté de communes du Pays de Montereau portera, elle, sous réserve de notre accord, l'ensemble des procédures administratives préalables afférentes à la réalisation du parc Napoléon et des infrastructures nécessaires c'est-à-dire l'enquête préalable à déclaration d'utilité publique, autorisation environnementale unique...

Des conventions devront intervenir par la suite avec la Commune de Marolles-sur-Seine, la Communauté de Communes et le Parc pour l'entretien ultérieur des aménagements qui se situeront sur le domaine public routier départemental.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien, bon une observation c'est que j'espère que les récentes décisions du gouvernement chinois interdisant la participation aux bons groupes dans tout ce qui touche aux parcs à thèmes ou autres ne porteront pas préjudice à beau projet. On pourra peut-être vérifier le 9 octobre puisque nous repartons en Chine où on va inaugurer notre showroom à Penjou dans la banlieue de Shendou pour les entreprises seine-et-marnaise, là aussi parole donnée, parole tenue. C'est fait, c'est bien fait. Et d'ailleurs, nous sommes en train de faire faire une copie d'un buste de Napoléon puisqu'ils sont très amoureux de Napoléon et qui sera à l'entrée de ce showroom seine-et-marnais. On s'interroge d'ailleurs, comment on va l'emmener ? Bon on verra. Bon. Jean-Louis THIÉRIOT.

M. THIÉRIOT. Avis conforme de la Commission des Finances.

M. LE PRÉSIDENT. Alors y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Eh bien vous pouvez rassurer Yves André, c'est voté.

N 3/09

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons au 7/06. Non. – Il y en a d'autres avant – c'est au 3/09, les études préliminaires à la suppression. Ah oui, ça ce sont les fameuses trois. Je crois que nous avons trois passages à niveau en Seine-et-Marne très, très dangereuse, celui de Saint-Pierre-lès-Nemours, celui d'Esmans et j'oublie le troisième. Rouvres, Rouvres. Donc là on traiterait Saint-Pierre-lès-Nemours au niveau des études alors Jean-François.

M. ONETO. Oui, en effet Président l'objet de supprimer le passage à niveau n°8 (PN8) situé au croisement avec la RD 16 sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-lès-Nemours, des solutions de rétablissement des circulations empruntant la RD 16 et franchissant ce passage à niveau doivent être étudiées. Et pour cela la SNCF Réseau va réaliser les études préliminaires afférentes. Le Département lui apportera son soutien financier pour un montant maximal de 87 500 €. Le projet de convention qui vous est présenté entre la SNCF Réseau et le Département définit les modalités de cet accord.

M. LE PRÉSIDENT. En espérant que la SNCF tienne ses délais pour toutes ces études de routes qui n'est pas le cas sur d'autres projets. Je pense entre autres à la ligne B où hier soir j'ai eu des informations un peu alarmantes quant au calendrier qui ne serait pas tenu. Smail.

M. DJÉBARA. Merci Monsieur le Président, je connais vos inquiétudes puisque je me permets à l'occasion de ce mémoire d'évoquer la suppression du passage à niveau à Roissy-en-Brie dont les études ont été réalisées par le passé. Une clé de répartition financière avait aussi été réalisée en son temps et puis finalement qui n'a pas été exécutée, suite à une décision de la commune à l'époque. Voilà. Cependant, c'est un sujet qui nous pose toujours autant question sur la ville, sur le territoire en lui-même puisque c'est une zone de passage assez important. Et s'il est possible d'envisager de relancer ce dossier, j'y suis très sensible. Je sais que le Maire de Roissy-en-Brie y sera également et voilà. Le coût est assez important puisqu'à l'époque il était de l'ordre de 22 millions d'euros, je crois, avec une clé de répartition Région – Département et mairie. Donc voilà, mais je pense que pour la fluidité de circulation du territoire et de la zone et de la sécurité aussi notamment, ce ne serait pas inintéressant que le Département se permette de repiloter ce dossier.

M. ONETO. Pour information, par rapport à nos collègues, je connais le sujet, la problématique est que les études qui avaient été réalisées à une certaine époque, avaient été faites antérieurement au développement urbain qui a eu lieu et donc aujourd'hui, sur l'emplacement des hypothèses de passage, il y a des immeubles. Donc, cela veut dire qu'il faut entièrement reprendre une étude qui... Et le coût de l'époque devrait être augmenté aujourd'hui parce qu'à l'époque, l'étude arrivait à franchir perpendiculairement la voie SNCF, ce qui ne peut plus être le cas aujourd'hui puisque des immeubles ont été construits et qu'il faudrait arriver avec un certain angle qui aggraverait encore les coûts de réalisation. Mais, je suis d'accord avec vous que c'est un point chaud, quand même, dans la ville, qui coupe cette ville en deux et c'est important d'y penser.

M. DJÉBARA. Merci de ces précisions. Effectivement, il y a eu des autorisations de constructions depuis, malheureusement, qui avaient été gelées en son temps dans l'attente que ce projet aboutisse. Cependant, si on peut essayer de trouver d'autres scénarios alternatifs, je pense que c'est possible. Il faudrait y réfléchir, je pense que dans les années à venir, cela peut se faire.

M. LE PRÉSIDENT. Je peux me faire votre interprète, à Ile-de-France mobilité si vous me transmettez un dossier, parce que si on veut que cet ouvrage soit fait avant le 22^e siècle, il faut s'y prendre maintenant. Oui, Monique.

Mme. DELESSARD. Oui, Monsieur le Président, je m'associe bien sûr aussi bien à Smail qu'à Jean-François. C'est un dossier sensible, vous avez que la ligne E du RER va s'étendre jusqu'à Roissy-en-Brie pour les terminus, au lieu de Villiers-sur-Marne. On se bat pour faire avancer le dossier. De 2025, je crois qu'il est passé à 2023. On espère bien en se

battant un peu le faire avancer. Mais, c'est une problématique supplémentaire par rapport justement à ce passage à niveau qui est extrêmement dangereux.

M. LE PRÉSIDENT. Je suis à vos côtés.

Mme. DELESSARD. Merci.

M. LE PRÉSIDENT. On a voté pour Nemours ? Arnaud.

M. DE BÉLENET. Merci. Sans que ça n'enlève rien à Roissy, le passage à niveau de Saint-Pierre est le premier, si je me souviens bien, sur la liste des passages à niveau problématiques en Seine-et-Marne. Qu'est-ce qu'il va y avoir de nouveau d'étudié dans cette étude, qui ne l'ai pas été déjà depuis 25 ans ? Tu peux nous dire cela ?

M. ONETO. Claude, peut-être des précisions. On en a parlé tout à l'heure. Je crois qu'il y a plusieurs hypothèses émises par la SNCF et que l'étude est encore à mener.

M. LASHERMES. Pour répondre à Arnaud DE BELENET, ce qu'il y a de nouveau aujourd'hui, c'est que la position du maire de Saint-Pierre-lès-Nemours qui conduisait à prévoir initialement deux nouveaux passages sur les voies ferrées pour pouvoir répondre à la problématique, a été revu avec l'aide de Mme Valérie LACROUTE. Et que maintenant, on est donc sur un projet un peu moins ambitieux. Je dis un peu moins parce que là aussi on est à hauteur de 30 millions d'euros pour la suppression. Et donc on est en train, la SNCF est en train de travailler. On a un cahier des charges qui a été simplifié, un peu allégé, mais on est sur des montants autour de 30 millions d'euros et SNCF est en train de préciser sur la base des principes qui avaient été vus auparavant, ce nouveau projet, de façon à pouvoir enchaîner des phases plus concrètes dans cette opération.

M. LE PRÉSIDENT. En gros, si je me souviens du dossier que nous avons passé au STIF, à l'époque. De deux tunnels, on ne ferait plus qu'un seul tunnel.

M. LASHERMES. On ne ferait plus qu'un seul passage pour les voitures, je ne sais pas si c'est encore un tunnel et aussi un passage souterrain uniquement piéton, enfin liaisons douces.

M. LE PRÉSIDENT. Bernard.

M. COZIC. Merci, je remercie vraiment très chaleureusement l'ensemble du Conseil, parce que nous attendons cette suppression de passage à niveau depuis plus de 30 ans. C'est un très très vieux dossier, que l'on a pu, aujourd'hui, réactiver en début d'année 2017. Effectivement pour compléter, nous sommes vraiment sur des études et des études beaucoup plus approfondies que ce qui avait été engagé jusqu'à présent, avec uniquement un passage à grand gabarit. Merci.

M. LE PRÉSIDENT. Je vais compléter. Là, on voit bien, à Île-de-France Mobilités, c'est pire que jamais. C'est la réponse, à mon avis, à la question qui vient d'être posée. SNCF Mobilités ne se parle pas avec SNCF Réseau, voire même, ils se tirent la bourre pour être franc. Donc, évidemment si l'étude préalable provient de l'un, l'autre n'est pas d'accord et vice et versa. On en est là quand même sur beaucoup de dossiers. Voilà. Jean-Louis THIERIOT.

M. THIÉRIOT. Avis conforme de la Commission des Finances.

M. LE PRÉSIDENT. Est-ce qu'il y a des votes contre ? Des abstentions ? He bien, c'est fait pour Saint-Pierre-Lès-Nemours.

N 3/10

M. LE PRÉSIDENT. 3/10. Reclassement de la 103^e. C'est Buthiers. Jean-François.

M. ONETO. Oui Monsieur le Président. En effet, c'est un reclassement. La RD103e est à reclasser dans sa totalité dans la voirie communale de Buthiers eu égard à la fonction locale qu'elle assure, une convention est donc proposée au travers de laquelle le Département apportera une compensation financière à la Commune de 50 000 euros. Ces 50 000 euros correspondent aux travaux de remise en état de la voirie.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Non. Moi, je vous propose une chose. Comme dans la suite des dossiers finaux, il y a beaucoup de garanties d'emprunts qui ne devraient pas poser beaucoup de problèmes. Si nous accélérons un peu en demandant aux collègues qui présentent les mémoires d'être succincts, sauf les mémoires qui poseraient problème bien sûr. Je pense qu'on pourrait aller jusqu'à 13 heures 15, 13 heures 30 maximum et on déjeunerait à cette heure-là pour ceux qui le souhaitent et on aurait terminé la séance. Est-ce que vous en êtes d'accord ? Allez, on y va.

N 4/01

M. LE PRÉSIDENT. 4/01. Participation au Conseil départemental, le CDAD au droit, Laurence.

Mme. PICARD. Le Département qui est membre de droit du GIP CDAD, conseil départemental de l'accès au droit, le soutient financièrement. Je vous propose de poursuivre en 2017 la participation du Département à ce GIP, pour une somme de 45 000 euros, identique à 2016. On vous rappelle l'activité 2016 dans ce rapport. Et, puis le maillage territorial mis en place et la fréquentation du public dans les cinq maisons de justice et de droit, les sept points d'accès au droit. Et on fait un point sur l'ouverture en juin 2016 du point d'accès au droit de Provins. Dans les actions prévisionnelles, on a la réédition des rencontres entre cinéma et justice, le développement d'un réseau d'accès au droit, maison de justice et de droit, la création du PAD de Melun et le renforcement des permanences d'information en matière de droit de la famille, médiation civile et familiale.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Laurence. Béatrice RUCHETON.

Mme. RUCHETON. Avis conforme de la Commission des Finances, Président.

M. LE PRÉSIDENT. Nous progressons bien sur ces instances et ces maillages du territoire qui sont importants pour nos concitoyens. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? He bien c'est acquis.

N 4/02

M. LE PRÉSIDENT. 4/02. Association La Rose des Vents et Le Rocheton. C'est pour les grands passages des gens du voyage et les aires de grands passages. Valérie POTTIEZ-HUSSON.

Mme. POTTIEZ-HUSSON. Merci, bonjour à tous. Le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage prévoit la signature d'une convention avec les associations La Rose des Vents pour le Nord Seine-et-Marne et Le Rocheton pour le Sud Seine-et-Marne. Depuis 2003, ce partenariat a été reconduit par le biais de conventions tripartites triennales, Préfecture, Département, Associations. L'état ne souhaite plus que les conventions soient triennales mais annuelles. Venues à échéance, il convient de les renouveler jusqu'au 31 mars 2018, dans l'attente d'un appel à projet qui sera lancé par l'Etat fin 2017. Deux postes de médiateurs co-financés par l'Etat et le Département ont été créés en Seine-et-Marne. L'objectif de ces conventions est la participation à la gestion des terrains de grand passage : collectes des déchets, fourniture d'eau potable. Les associations sont joignables par le biais de permanences téléphoniques en relation avec le cabinet du Préfet. La médiation entre les services de l'Etat, les Elus locaux et les gens du voyage, lors d'installation illicite, la médiation a pour but de travailler un compromis. La préparation de la saison des grands passages dans le but de permettre une meilleure tolérance par les riverains. Bilan d'activités sur 2016 : La Rose des Vents : 24 installations de gens du voyage, 73 déplacements sur le terrain, 5 signatures de convention d'occupation temporaire, action en faveur de l'accès au droit, scolarisation, insertion sociale et professionnelle. Le Rocheton : 42 Communes du Sud Seine-et-Marne ont connu au moins une installation illicite de gens du voyage. Le Rocheton est intervenu 149 fois contre 135 en 2015, + 10 %. Concernant l'aire de grand passage de Moissy-Cramayel, le coût hebdomadaire de fonctionnement s'était élevé à 1748 euros contre 1318 en 2015. La gestion de cette aire est désormais reprise par la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne Seinart. En 2016, Le Rocheton a repris la gestion de l'aire de Maisoncelles-en-Brie. Au regard accompli par ces deux associations, il vous est proposé d'attribuer à Le Rocheton 25 000 euros, à La Rose des Vents 31 500 euros, soit 56 500 euros au titre de l'exercice 2017. Sont jointes en annexes les conventions annuelles à conclure avec ces deux associations.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien, Valérie. Elles sont importantes ces associations, sur un sujet difficile. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? He bien, ça leur est alloué. Puisque Béatrice RUCHETON est d'accord.

Mme. RUCHETON. Tout à fait.

N 4/03

M. LE PRÉSIDENT. 4/03. Subvention aux associations cohésion et insertion sociale. C'est Laurence PICARD.

Mme. PICARD. Il s'agit du soutien aux associations caritatives pour leurs interventions de proximité auprès des personnes et des familles en grande difficulté et ce en lien avec les maisons départementales des solidarités dont elles sont les partenaires privilégiés. Il y a également un soutien aux associations oeuvrant sur les freins d'insertion liés à la Santé et aux Violences conjugales qui est aussi proposé et puis un soutien pour les associations agissant en faveur de l'accès au droit qui sont soutenues dans leur action au droit dans les démarches favorisant l'insertion sociale et l'autonomisation des publics. Il est proposé de renouveler pour 2017 le soutien à ces associations pour un montant total de 516 608 euros, 389 500 aux associations caritatives, 45 000 euros aux associations d'insertion sociale et médico-sociales, 50 608 euros aux associations de lutte contre les violences conjugales, 31 500 euros aux associations favorisant l'accès au droit. Donc tout est détaillé. En gros, les soutiens sont identiques à l'année dernière, sauf pour les amis du bus des femmes, pour lesquelles il y a une baisse de subvention de 8000 euros qui est en lien avec la baisse des activités de cette association en Seine-et-Marne. Les indicateurs sont fournis dans le rapport, alors que le Département avait indiqué son souhait de voir se développer l'action de cette association sur les lieux non-couverts, notamment le Nord du Département et d'autre part, l'Association a présenté un résultat financier excédentaire à hauteur de 53 350 euros en 2015.

M. LE PRÉSIDENT. Bon, je le soumets à vos votes. Marianne.

Mme. MARGATÉ. Vous êtes très pressé, mais...

M. LE PRÉSIDENT. Non, non, non.

Mme. MARGATÉ. Une intervention sur ce mémoire qui est un mémoire important. Je ne veux pas être longue, mais ça mérite d'y revenir un peu, par quelques morceaux choisis que vous avez pu lire concernant la Croix-Rouge qui précise que le volume des demandeurs n'étant plus absorbable, une priorisation a été faite sur les domiciliations de grande nécessité. Le Secours Catholique indique 20 000 personnes accueillies contre 17 600 en 2015, le Secours Populaire indique 16 761 personnes accueillies contre 15 771 en 2015, les Restos du Cœur 2 760 082 repas servis contre 2 488 705 l'année passée. Tous ces indicateurs qui convergent, - je pense qu'ils sont des indicateurs d'une gravité qu'il faut souligner, - révèlent une aggravation de la misère et un enlèvement dans la pauvreté de pan entier de la population et notamment de senior, de femmes, d'enfants dans notre Département, des Seine-et-Marnais. Cela doit évidemment nous interroger car la solidarité est au cœur de nos compétences, interroger les moyens, dont dispose notre Collectivité et les priorités qu'elle se donne. Le montant des subventions est maintenu. Cela a été souligné. On en prend acte. C'est une satisfaction que ce soit maintenu, mais évidemment bien insuffisant au regard des besoins vitaux que nous révèlent ces rapports des quatre associations majeures dans notre Département. Deux autres remarques rapidement : une sur les amis du bus des femmes. Je m'inquiète de cette forte baisse. Je pense que ça va fragiliser sans aucun doute, l'activité de cette association, j'espère que le Département sera vigilant afin qu'elle puisse continuer à œuvrer auprès des femmes prostituées. Hélas, ce qui se développe largement, donc je pense que c'est pour le coup, une activité de l'association particulière est indispensable pour venir en aide à ces femmes extrêmement isolées. Je voulais, enfin, évoquer la situation du CIDFF 77 qui a été placé en liquidation judiciaire en juin dernier, le Département contribuait, s'était engagé dans cette association pour un peu plus de 20 000 euros. Il y a eu 10 jours environ, l'initiative prise par les services de l'Etat de réunir autour de la table des financeurs. J'y étais au titre d'adjointe déléguée au droit des femmes de la Commune de Mitry-Mory et je pense que c'était une bonne initiative des services de l'Etat faisant le constat du caractère indispensable de ces permanences, au plus près du territoire qui était mise en œuvre par le CIDFF 77 et la volonté de trouver une solution

transitoire, provisoire avant une autre un peu plus stable avant que la liquidation sera terminée. Je voulais savoir Mme la Vice-Présidente si vous aviez une position du Département. Est-ce qu'on peut compter sur le Département de Seine-et-Marne dans le cadre de cette recherche de cette de solutions provisoires, puisque c'est bien la question des financements et de l'engagement financier, - c'est un peu comme ça que c'était présenté -, de chacun des partenaires qui peut permettre dès début 2018 de retrouver des permanences juridiques, notamment pour accompagner les femmes victimes de violence. Je pense que le Département sera indispensable. Je voulais savoir si vous aviez dorénavant une position.

Mme. PICARD. C'est un dossier qui est particulièrement suivi, évidemment. Vous savez que le CIDFF est en liquidation, donc ça court sur 24 mois à partir de juin 2017 avec une impossibilité de recréer un CIDFF 77 avant 2019, le temps de la liquidation. Donc le CIDFF 91 a été sollicité, et il va étudier la remise en place et la gestion de permanence en Seine-et-Marne pour l'année 2018. En attendant, puisque les permanences physiques ne peuvent plus être assurées en Seine-et-Marne, le CIDFF 91 assure une permanence téléphonique. Le CIDFF 91 a demandé une cartographie de la Seine-et-Marne avec les permanences les plus importantes tout en prenant compte de la nécessité de mailler l'ensemble du territoire. Des éléments financiers, les subventions 2017, les subventions budgétées pour 2018. Une réunion a eu lieu, vous l'avez rappelé le 22 septembre avec le CDAD 77. L'organisation d'un prochain point avec les financeurs est prévue le 4 octobre en présence du CIDFF 91, sous l'égide toujours du CDAD du Département de Seine-et-Marne et l'objet est d'élaborer un projet d'intervention pour fin 2017 et préfigurer l'organisation 2018. Donc pour le Département sur la fin de l'année 2017, s'il y a une nécessité, nous pourrions réfléchir, nous regardons comment réfléchir la subvention du CIDFF 77 et sur la période transitoire janvier 2018 à juin 2019, le versement de la subvention initialement servie au CIDFF 77 pourrait être versée totalement ou partiellement au CIDFF 91 d'un montant de 21 600 euros qui est bien entendu maintenu en proposition budgétaire pour 2018. Et la DIHCF, donc nos services, seront présents à la réunion du 4 octobre.

M. LE PRÉSIDENT. Très franchement, je suis très sensible, - oui Monique je vais te laisser -, ce n'est pas un problème budgétaire, c'est un problème de comment on s'organise face à la déficience de ce qui se faisait. Comment on le fait et avec qui, quel partenariat. Moi, je suis preneur de propositions, en lien avec Laurence. Mais il faut le structurer. C'est en cours. Monique.

Mme. DELESSARD. Oui Monsieur le Président, moi aussi, c'était sur le CIDFF que je voulais intervenir parce qu'il y a une grande difficulté. Les trois MJD de notre territoire de Paris, vallée de la Marne sont en grande souffrance, beaucoup de femmes se retrouvent démunies et je pense qu'aujourd'hui, il y a vraiment urgence, de trouver des solutions. J'ai l'impression que celle qui a été proposée à la précédente réunion me semble un petit peu une solution de pansement. Mais je ne vois pas vraiment d'intérêt fort pour défendre cette association ou une qui pourrait la remplacer.

M. LE PRÉSIDENT. Moi, ce que je disais à Laurence et franchement je le dis, sans être allé plus avant. Mais, il faut voir aussi peut-être comment dans nos MDS, on peut faire quelque chose sur ce sujet-là de plus conséquent. J'ouvre des portes. Il ne faut pas me faire dire aujourd'hui que je m'engage à ça. Mais, Marie-Noël, il faudrait peut-être que l'on voit. Qu'est-ce que vous en pensez ?

Mme. VILLEDIEU. Ecoutez, en tout cas ce que je sais, c'est qu'on a été très attentif par rapport au CIDFF et qu'aujourd'hui, une question d'accès aux droits pour les femmes peut tout à fait se traiter en MDS. Et on peut tout à fait donner l'information sur l'ensemble des MDS, parce qu'effectivement, c'est quand même essentiellement des questions d'accès aux droits.

M. LE PRÉSIDENT. Pas seulement.

Mme. MARGATÉ. Non, je suis désolée, il y a de l'accès aux droits qui certainement se fait en MDS, qui se fait par la VIMEJE qui remplissent leur travail. Je pense qu'il y avait une qualité et on l'a bien vu pour les Communes ou dans les maisons du droit. Nous, c'était, dans le cadre d'un service municipal, le professionnalisme sur la question de la permanence juridique qui était parfois d'ailleurs alliée à une permanence psychologique, mais hélas qui ne pourra pas se remettre en place peut-être tout de suite, est indispensable. On est sur un accompagnement extrêmement précis, difficile, long que ne peut pas faire un accès aux droits généraliste et je pense que les Maisons des solidarités ont certes un rôle à jouer, c'est très important, qu'elles jouent bien et continueront, j'espère, à jouer, mais après on est aussi sur une question de proximité qui est extrêmement importante parce qu'on sait bien comment rayonne, je parle, par exemple, de celle de Mitry. Mais, moi je pense que la formule du CIDFF 91 qui de manière temporaire étend ses activités en Seine-et-Marne en prenant appui sur les compétences des personnes qui travaillaient auparavant au CIDFF 77 est une méthode transitoire qui peut être intéressante.

Mme. DELESSARD. Mais l'accueil téléphonique...

Mme. MARGATÉ. L'accueil téléphonique n'est pas adapté à ce genre de situation.

M. LE PRÉSIDENT. C'est vrai que c'est une cause importante. Bon très bien, Cathy BISSONIER

Mme. BISSONNIER. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Il n'y a pas de votes contre ? Pas d'abstentions ? Au contraire et donc il est adopté.

N 4/04

M. LE PRÉSIDENT. 4/04. Institut régional du travail social de Paris Ile-de-France, acteurs sociaux. Isabelle RECIO.

Mme. RECIO. Oui, merci Président. L'institut régional du travail social, donc IRTS de Paris Ile-de-France, partenaire du Département de Seine-et-Marne depuis 1992 accueille sur le site de Meulin près de 410 étudiants. Ce partenariat fondé pour promouvoir par la formation et l'animation des réseaux, les métiers sociaux, médico-sociaux et de l'aide à la personne ainsi que l'évolution des pratiques professionnelles. Le bilan 2016 de l'IRTS a conclu à une collaboration positive avec les services du Département et les engagements ont été pris pour cette nouvelle année 2017-2018. Il vous est donc demandé de vous prononcer sur la subvention s'élevant à 4860 euros pour financer l'actualisation des matériels pédagogiques et du fond documentaire.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Cathy BISSONNIER, pour les Finances.

Mme. BISSONNIER. Avis conforme, Monsieur le Président et je ne prends pas part au vote.

M. LE PRÉSIDENT. Ok. Y a-t-il des prises de paroles sur ce mémoire ? Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Il est adopté. Je vous en remercie.

N 4/05

M. LE PRÉSIDENT. 4/05. Travaux d'aménagement de la MDPH. Laurence PICARD.

Mme. PICARD. Il est proposé de conclure une convention pour autoriser le Département à exercer au nom de la MDPH, ses attributions de Maître d'ouvrage en vue de la réalisation de travaux d'aménagements destinés à améliorer la Sécurité et la Qualité du service d'accueil rendu aux usagers. Le bâtiment A ne répond pas aux normes de sécurité et nécessite d'être revu, afin de permettre d'accueillir dans des conditions optimales les Seine-et-Marnais. Les travaux consisteront principalement à installer des portes pour isoler les parties accessibles au public et les parties dédiées aux agents et installer une borne d'accueil dans le respect des dispositions réglementaires en termes de normes incendie et accessibilité. L'enveloppe prévisionnelle est fixée à un montant maximum de 80 000 euros Hors Taxes. La MDPH ne dispose pas en interne des compétences techniques pour mener dans de bonnes conditions ce projet. Il est proposé que le Département qui assure la tutelle administrative et financière de la MDPH intervienne en soutien de celle-ci en assurant la maîtrise d'ouvrage sur les travaux. Pour cela, il faut conclure une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour que le Département puisse se substituer à la MDPH.

M. LE PRÉSIDENT. Ce sont donc des travaux complémentaires qui apporteront un plus. Béatrice RUCHETON.

Mme. RUCHETON. Avis conforme de la Commission des Finances, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Y a-t-il des... Oh pardon. Arnaud DE BELENET.

M. DE BELENET. Oui, merci Président. Nous avons voilà cinq ans, avec Laurence PICARD, initié une mission d'enquête et d'évaluation de notre assemblée sur la MDPH. On peut constater qu'il y a de grandes améliorations dans le sort réservé à ces Seine-et-marnais avec lesquels nous devons être particulièrement solidaires. Est-ce qu'on peut envisager une nouvelle évaluation et un point d'étape de la mise en œuvre des préconisations de l'époque dans les mois qui viennent ?

Mme. PICARD. En ce qui concerne tout ce qui nous importe, effectivement, en premier chef, c'est-à-dire les délais de traitement. La nouvelle organisation s'est mise en place au 18 septembre. Donc, on était jusqu'à présent encore dans la gestion ancienne formule de ce qu'on pouvait faire de mieux pour assurer la rentrée de tout le monde. Donc la nouvelle organisation s'est mise en place au 18 septembre. Il y a une nouvelle organisation au niveau des services de la MDPH. Il sera intéressant de vous présenter, mais dès qu'on aura les premiers résultats, cette nouvelle façon de procéder au sein des services des professionnels de la MDPH. Donc ça c'est depuis le 18 septembre. Et à partir du renouvellement de la CDAPH qui va avoir lieu au courant de l'automne dès que le CDCA sera installé. La CDAPH va derrière aussi mettre en place le deuxième pilier de cette réforme du mode de traitement des dossiers à partir de cet automne. Tout est en place pour que ça fonctionne mieux. On a aussi eu un gros travail sur les systèmes d'informations, sur les dossiers. Enfin, ça se fluidifie. Mais on ne peut pas encore comptabiliser aujourd'hui vraiment en termes, même s'il y a déjà, on travaille en flux dès l'arrivée des dossiers, depuis le 18 septembre. Je pense que les Seine-et-Marnais vont voir assez rapidement, pour un certain nombre d'entre eux, leur dossier qui nécessitait d'être traité rapidement et qui ne nécessitait pas de prendre des délais de plusieurs mois, enfin voir traité en quelques mois. On a déjà des retours, en quelques semaines même, de gens qui s'étonnent que ce soit fait si vite. Donc, c'est un bon signe. Mais, il faut que ça continue et tout n'est pas encore en place mais dans ce trimestre-là, ça va se faire. Et on vous fera un retour effectivement. C'est intéressant qu'on puisse en parler.

M. LE PRÉSIDENT. Moi je veux souligner la nouvelle impulsion donnée par la nouvelle Directrice. Je salue son travail, dans un domaine qui n'était pas facile et qui ne l'est toujours pas. Voilà. Béatrice RUCHETON.

Mme. RUCHETON. C'est toujours avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Je pense qu'il n'y a pas d'avis contraires. Y a-t-il des abstentions ? Donc poursuivons effectivement ce chemin d'améliorations, aussi bien sur le plan des locaux que sur le traitement des dossiers.

N 5/01

M. LE PRÉSIDENT. Le 5/01. Restauration scolaire dans les collèges, et c'est Geneviève SERT.

Mme SERT. Donc, merci Président. Dans le cadre de sa compétence restauration scolaire des collèges publics, le Département fixe le taux maximal d'augmentation des tarifs élèves, et confie au Conseil d'administration de chaque établissement la responsabilité de voter ces tarifs. Ces tarifs sont variables selon les établissements.

Pour l'année 2017, les tarifs appliqués dans les 124 demi-pensions varient de 3,22 à 4,22 euros par repas. Le tarif moyen départemental s'élève à 3,53 euros. 69 établissements pratiquent un tarif inférieur à cette moyenne. Pour cette année, le principe d'une évolution différenciée des tarifs est reconduit. L'objectif est, d'une part, de continuer le lissage des tarifs, gage d'une meilleure équité entre les familles et d'autre part, pour les tarifs les plus bas, de garantir des repas avec une qualité nutritionnelle, en se rapprochant du budget minimal de deux euros pour les denrées alimentaires.

Pour mémoire, le coût facturé aux familles ne correspond qu'à une partie du coût de production puisque le coût est estimé hors surveillance est estimé à 9,05 euros.

Selon les dernières données de l'INSEE, on constate que l'indice de prix à la consommation « alimentation » évolue de 1,56%. Je vous propose donc de prendre cet indice pour référence comme taux maximum pour l'augmentation des tarifs. Par conséquent, les 69 établissements dont le tarif est inférieur à la moyenne départementale de 3,53 euros sont autorisés à accroître leur tarif de 1,56 euro. Pour les autres, le prix est maintenu pour l'année 2018, pour les 55 autres.

Le taux voté est applicable, également, aux commensaux. Et vous avez dû voir que c'est une augmentation assez minime de quelques centimes d'euros. Voilà, je vous remercie. J'ai essayé de faire vite.

J'avais une réponse à la question posée en Commission sur les petits déjeuners. C'est bien les petits déjeuners de l'internat. Voilà, donc c'est bien... parce que dans la délib, on parle de petits déjeuners, donc Virginie m'avait interpellé en me demandant... Donc, c'est bien pour ces petits déjeuners là, on est obligé de délibérer.

M. LE PRÉSIDENT. Des prises de parole ? Hé bien, cette présentation... On a essayé de faire des efforts parce que la question qui avait été posée sur l'information des familles pour Cantinéo. Et cela progresse. Mais il faut encore mieux informer.

Mme SERT. Alors, pour votre gouverne, si vous voulez bien, Monsieur le Président, je peux vous donner quelques chiffres.

M. LE PRÉSIDENT. Rapidement.

Mme SERT. 14-15, on avait 49 578 personnes qui profitaient de l'aide à la restauration sur 68 748. Et en fait, chaque année, on a une baisse de demi-pensionnaires d'à-peu-près, depuis ce taux-là, de 900 personnes. C'est-à-dire qu'en 2015-2016... Donc, ce n'est pas lié à Cantinéo, c'est cela que je voulais dire. Voilà. On a... 930 de moins en 2015-2016, et 906 de moins en 2016-2017. Mais on restera attentif, je vous le promets, ce sera un sujet.

M. LE PRÉSIDENT. Oui, mais il y a... Je vais laisser la parole, bien sûr, à Virginie, mais il y a à prendre en compte aussi, et ce qui prouve que nous progressons, et moi, j'ai des retours dans ce sens-là, surtout en milieu rurbain ou rural, pas en ville où les choses existaient déjà, en moyens de transport. Et je pense que cela va encore aller plus fort avec le maillage en transport à la demande. Beaucoup d'enfants rentrent chez eux maintenant alors qu'ils n'en avaient pas les possibilités avant. Oui, Virginie.

Mme THOBOR. Oui, non, simplement pour préciser que je suis intervenue aussi en Commission pour avoir en fait des bilans qui devraient permettre aussi d'évaluer l'impact, en fait, des dispositifs qui sont mis en place, parce qu'au-delà de cela, il ne faudrait pas que les fonds de solidarité des collèges qui, notamment, viennent en complément pour accompagner et

soutenir les personnes qui potentiellement ne pourraient pas aller en sortie, etc., etc. soient... Voilà. Donc il nous faudrait, voilà, faire des bilans du dispositif de Cantinéo pour appréhender, en tout cas, le nombre de familles bénéficiaires par rapport au nombre de familles qui étaient aidées. Donc voilà, j'attends derrière qu'il y ait un suivi dans ce cadre-là. Voilà, tout simplement.

M. LE PRÉSIDENT. Pertinent, il le faut.

Mme SERT. Mais c'est acté, Président.

M. LE PRÉSIDENT. Céline NETTHAVONGS.

Mme NETTHAVONGS. Conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Je sou mets donc au vote. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Eh bien, il est voté.

N 6/01

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons à la communication du rapport. 6/0,1 pardon. Communication du rapport d'observations de la Chambre Régionale des Comptes sur Seine-et-Marne Tourisme. Franck VERNIN.

M. VERNIN. Oui, Monsieur le Président. Il s'agit effectivement de prendre acte de la présentation de ce rapport définitif de la Chambre Régionale des Comptes d'Île-de-France qui a été adressé au Président du Conseil départemental en mai 2017. Ce rapport porte sur la période 2011-2015/2016 puisque le travail de la Chambre Régionale a été fait en 2016, à peu près.

Ce rapport s'inscrit dans le cadre d'une enquête nationale de juridiction financière. Vous retrouvez d'ailleurs cet élément en page 7 du rapport.

Ce qu'il en est dit : tout d'abord, les interventions de SMT ont été en adéquation avec les objectifs stratégiques 2009-2013 – cela, vous le trouvez aussi, bien sûr, dans ce rapport. On rappelle des chiffres – alors, que vous connaissez probablement quasiment tous. Sur le tourisme, 9 % de l'activité économique du Département, 31 000 salariés directs, dont 15 000 chez Disney. 40 000 emplois indirects.

Alors, ce qui est intéressant, surtout, ce sont les recommandations. Il y a deux recommandations que vous retrouverez en page 21 pour la première. C'est de se donner les moyens de mesurer l'efficacité de la politique de soutien de l'économie touristique. Cela, c'est la première recommandation. Et la deuxième recommandation qui est en page 24, c'est de se doter des outils permettant de mesurer l'impact des actions mises en œuvre pour soutenir le développement de l'activité touristique.

Le reste, vous trouverez beaucoup de chiffres qui sont repris d'ailleurs des conseils d'administration et des comptes rendus de Seine-et-Marne Tourisme, ce qui est normal, que l'on retrouve des années 2011, 2015 et début 2016. Voilà, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Hé bien, Franck. Y a-t-il... ? Oui, Vincent.

M. ÉBLÉ. Oui, Monsieur le Président, c'est toujours intéressant d'avoir le regard extérieur des magistrats de la Cour des Comptes, là en espèce, de la Chambre Régionale des Comptes, même si des fois, ils ne nous apprennent pas grand-chose. Et d'ailleurs, ils nous interrogent, donc on retrouve dans leur rapport ce que nous leur avons livré. Néanmoins, c'est un regard extérieur, et c'est utile.

En l'espèce, c'est moins sur ce rapport lui-même dont nous n'avons qu'à prendre acte, en quelque sorte, comme nous l'avons fait d'ailleurs tout à l'heure sur le numérique, que sur la conduite des politiques touristiques que je souhaitais m'exprimer. Quoiqu'il pointe un élément sur lequel nous avons sans doute – faut-il l'accepter – à nous améliorer, c'est la question de l'évaluation de nos politiques, des indicateurs. C'est toujours une question délicate, etc. On a déjà du mal à assurer la mise en œuvre avec nos équipes, le temps et les moyens dont nous disposons de conduire des politiques publiques. Je dirai, on consacre souvent assez peu de temps à un travail réel et approfondi et sérieux d'évaluation. C'est pourtant bien utile, mais enfin l'urgence souvent nous appelle avant de faire ces évaluations. En l'occurrence, ils pointent cela. Il faut bien, de toute façon, que d'une certaine façon, dans ce type d'exercice, ils trouvent deux-trois choses à reprocher, c'est classique.

Mais à l'essentiel, je trouve qu'ils valident ce que nous faisons en matière de tourisme. Mais leur regard est un peu rétrospectif. Moi je suis quand même assez interrogatif d'un certain nombre d'éléments d'évolution qui me préoccupent puisque dans les délégations que l'Assemblée nous a données, en ce qui me concerne, je siège dans notre organisme touristique, dont la durée de vie est comptée, si je puis dire. Moi, je regrette que nous n'ayons plus de Schéma. Autrefois, nous avions un Schéma d'orientation pour les politiques touristiques départementales. D'ailleurs, son terme était l'année 2014. Nous l'avons, par délibération, prolongé d'une année jusqu'en 2015 qui correspondait à l'échéance politique. Depuis, je dirai, il n'y en a plus, et je pense que cela manque pour faire converger, parce que cette description

des intentions, ce n'est pas que nous, on peut travailler à huis clos. Mais dans ces domaines, c'est une mobilisation d'un grand nombre de partenaires, y compris les partenaires privés. Et si on ne dit pas où il convient d'aller ensemble, je dirai, les efforts convergent assez peu. Donc je pense que c'est très utile et qu'il ne faut pas oublier cette exigence.

Nous avons également mis en place, avec les pôles touristiques, une politique active de soutien aux investissements qui nous avait conduits, lorsque nous dépensions un euro d'aide départementale, à mobiliser six euros investis, le coefficient multiplicateur étant l'effet des moyens que mettent d'autres collectivités publiques que nous, et les investisseurs privés. Donc, c'est aussi tout à fait utile. J'avoue ne plus avoir en la matière de visibilité très grande.

Et puis, il y a la question de l'agence réceptive, parce que le tourisme, c'est une économie. Je dirai, il y a une clientèle. Il faut savoir la mobiliser, il faut aller la chercher, parfois avec beaucoup d'énergie et avec des professionnels – nous en avons et nous en avons eu de grande qualité. Ramener des marchés, soutenir les acteurs de l'économie touristique privée. Et donc, notre agence réceptive, je dirai, son chiffre d'affaires a été très singulièrement divisé. Donc je veux bien entendre qu'il y a une situation de conjoncture économique et de crise, mais voilà. Une tension, aussi, avec un opérateur dominant en Seine-et-Marne, en matière touristique et qui est un parc d'attractions du Nord de Département que je n'ai pas besoin de citer pour que tout le monde l'ait présent à l'esprit – on ne fera pas de publicité ici. Donc, sur cette question de l'agence réceptive, là encore, j'ai une certaine inquiétude sur les perspectives.

Je ne parle pas, je dirai, des effets de la fusion qui a été souhaitée par la majorité départementale. Dont acte sur les équilibres politiques que je ne remets pas en cause. Vous faites un certain nombre de choix d'organisation avec le pari d'une efficacité, dont acte. Mais sur le processus même de fusion, eu égard à nos effectifs de personnel, la multiplication d'entretiens, etc. pour les reclasser est, autant que cela me revienne, un peu traumatisant pour un certain nombre. Donc, je ne suis pas adepte d'une calinothérapie trop importante, mais je pense que quand on a des professionnels de qualité, je dirai, on n'a pas non plus forcément vocation à les bousculer de trop pour assurer leur parfaite mobilisation sur les missions qu'on leur confie, merci.

M. LE PRÉSIDENT. J'entends ce qui vient d'être dit et je le partage. Je pense qu'il y a un élément qui a été oublié dans les propos qui viennent d'être tenus de part et d'autre, c'est l'intervention de la loi NOTRe, et qu'à l'évidence, on ne pouvait pas continuer comme cela. Et même aujourd'hui, puisque là aussi, c'est un des sujets que j'aie avec Madame le Préfet, et avec le Préfet de Région. C'est compliqué et on avance avec la Présidente de la Région, puisqu'à l'évidence, il faudra des délégations pour l'EPIC, donc ce n'est pas si simple que cela.

Pour mettre pencher un peu sur le dossier, aussi, si on a perdu ce qui se faisait avec Disney, c'est aussi plus compliqué au niveau de certaines pratiques, mais surtout au niveau de leur évolution à eux, je le dis. Donc, à l'évidence... Mais l'hypothèse de création d'un schéma, moi je dis oui. Simplement, pour avoir un schéma, il faut savoir qui l'applique, qui le contrôle, qui le finance, et autres. Et cela, ce sera vraiment l'objet de l'agence qui sera, pas seulement une fusion, mais un lien de convergence. Donc on va s'y employer. Je pense qu'effectivement, il faut une certaine lisibilité, il faut une certaine programmation, il faut mettre en lien. C'est un gros travail, même si beaucoup a déjà été fait. Mais c'est sûr que la dimension commerciale qu'a fait Seine-et-Marne Tourisme n'est plus possible dans le contexte législatif actuel.

Ok, Jean-Louis THIÉRIOT.

M. THIÉRIOT. Avis conforme de la Commission des Finances.

M. LE PRÉSIDENT. Alors, il faut que nous le votions. On prend acte. On prend acte, c'est cela, Franck.

N 6/02

M. LE PRÉSIDENT. Validation du plan de gestion UNESCO. Patrick SEPTIERS.
6/02.

M. SEPTIERS. Oui, Monsieur le Président. Il est rappelé que nous avons déposé... Enfin, nous étions engagés dans la candidature pour cette inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO des « Sites funéraires et mémoriels de la Première guerre mondiale » en octobre 2014. Ce site, sélectionné en Seine-et-Marne, c'est la Grande Tombe de Villeroy, située sur la commune de Chauconin-Neufmoutiers. Neufmoutiers, pardon. Excusez-moi. C'est loin de Moret, mais cela a un tel rayonnement que...

Alors, le dossier complet de candidature a été déposé auprès de l'UNESCO en janvier 2017, et tous ces dossiers de candidature sont assortis d'un plan de gestion. Alors, il y a trois plans, un plan transnational, un plan de gestion pour la Wallonie et la Flandre et des plans de gestion départementaux.

Par la délibération qui vous est proposée, eh bien, c'est l'approbation du plan de gestion départemental pour la Seine-et-Marne.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien, Patrick. Donc, il faut que nous l'approuvions. Y a-t-il des voix contre ? Des abstentions ? Eh bien, c'est très bien. Moi, je suis un fervent défenseur de cette inscription et de gestion.

N 6/03

M. LE PRÉSIDENT. Le 6/03. Fondation du Patrimoine. Restauration des toitures-terrasses de notre Musée départemental de préhistoire, à Nemours. Patrick SEPTIERS.

M. SEPTIERS. Oui, donc là, c'est d'approuver la convention avec la Fondation du Patrimoine pour lancer une souscription pour trouver des fonds auprès des mécènes, mécènes qui peuvent être soit personne privée ou entreprise pour la restauration de la réfection des toitures-terrasses de notre Musée départemental de la préhistoire.

M. LE PRÉSIDENT. J'ai été impressionné par ce qu'il s'y fait, et je vous invite d'ailleurs à y aller. Il y a vraiment des choses de qualité et qui s'adressent à tout public. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Il est voté, merci.

N 6/04

M. LE PRÉSIDENT. 6/04. C'est la politique... notre politique en faveur de l'entretien et de la restauration du patrimoine monumental, et on attribue une troisième répartition. Patrick.

M. SEPTIERS. Oui, donc troisième répartition pour 146 463 euros qui concerne la commune de Chaumes-en-Brie pour la restauration de l'église, 24 463 euros, et deux subventions, l'une pour la commune de Rozay-en-Brie et la commune de Vernou-la-Celle-sur-Seine pour également leur église pour un montant, chacun, de 61 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Bah, c'est très bien, il faut que nous continuions. Nous avons là aussi un patrimoine qui souffre et qui sous-tend beaucoup d'argent. Jean-Louis THIÉRIOT.

M. THIÉRIOT. Avis conforme de la Commission, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Donc pas de votes contre ? Pas d'abstentions ? Il est voté, ce mémoire.

N 7/01

M. LE PRÉSIDENT. 7/01. Les intérêts moratoires et indemnités forfaitaires imputables au Payeur départemental. Anne-Laure FONTBONNE.

Mme FONTBONNE. Donc, le rapport concerne l'autorisation de recouvrement auprès de l'État des intérêts moratoires et des indemnités forfaitaires imputables au Payeur départemental au titre de l'exercice 2016. Le délai global de paiement du champ de la commande publique est fixé à 30 jours, soit 20 jours pour l'ordonnateur et 10 jours pour le comptable public. En cas de dépassement de ce délai, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros sont dus aux créanciers. Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire est acquitté en totalité par le Département de Seine-et-Marne. Toutefois, si une part de ces intérêts et indemnités est imputable au Payeur départemental, le Département est en droit d'en demander le remboursement par l'État. Pour 2016, le remboursement demandé s'élève à 11 111,49 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien. Merci. Je pense que tout le monde est d'accord. Il n'y a pas de voix contre ? Pas d'abstentions ? Il est voté, merci Anne-Laure.

N 7/02

M. LE PRÉSIDENT. Nous voici maintenant venus aux garanties d'emprunt. OPH Val du Loing Habitat. Céline NETTHAVONGS.

Mme NETTHAVONGS. Oui, merci Monsieur le Président. Donc, l'OPH Val du Loing Habitat sollicite la garantie départementale pour quatre emprunts à contracter pour l'acquisition en vente en état futur d'achèvement de 22 logements locatifs sociaux à Moret-Loing-et-Orvanne. La demande de garantie ayant été déposée avant le 1^{er} juin 2017, ce sont les modalités d'attribution d'une garantie départementale instaurées par la délibération du 30 septembre 2011 qui s'appliquent. La garantie apportée s'élève à 40 % des emprunts, soit en l'espèce 1 344 552,80 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Céline. Je soumetts cette garantie d'emprunt à vos suffrages. Pas de votes contre ? Pas d'abstentions ? Cela marche.

N 7/03

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons au 7/04, là c'est pour les HLM du Foyer de Seine-et-Marne. 7/03, j'ai sauté. C'est cela, oui. Emprunt envers les HLM de Fontainebleau. Et c'est Béatrice qui nous en parle.

Mme RUCHETON. Hé bien, oui. Nous vous proposons la garantie d'emprunt en faveur de la société HLM « Les Foyers de Seine-et-Marne ». C'est un emprunt complémentaire pour l'acquisition amélioration de 70 logements à Fontainebleau. La SA d'HLM sollicite une garantie départementale à même hauteur de 40 %, sur un montant global de 1 334 378 euros sur deux emprunts, un PLUS et un PLAI.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien. Je soumetts à vos votes. Pas d'oppositions. Pas d'abstentions. C'est acquis.

N 7/04

M. LE PRÉSIDENT. Hé bien maintenant, les Foyers de Seine-et-Marne, mais pour Évry-Grégy-sur-Yerres. C'était Brice, alors ce sera Céline. Merci Céline.

Mme NETTHAVONGS. Oui, donc lors de sa séance du 14 mars 2014, le Département avait accordé sa garantie, à hauteur de 70 %, sur 4 emprunts contractés par la SA d'HLM "Les Foyers de Seine-et-Marne" pour l'acquisition, enfin pour la construction de 16 logements locatifs sociaux à Évry-Grégy-sur-Yerres. Cette société d'HLM sollicite une garantie départementale complémentaire, à même proportion soit 70 %, pour un emprunt complémentaire d'un montant de 150 000 euros. Donc c'est dû au fait que dans leur plan de financement, enfin ils ont modifié leur plan de financement, et que ce nouveau plan de financement comporte une diminution de l'apport en fonds propres, que cette garantie complémentaire est sollicitée.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Céline. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Elle est votée, cette garantie.

N 7/05

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons au 7/05. C'est Logement Francilien. Ce sont des logements à Lieusaint. Cathy BISSONNIER.

Mme BISSONNIER. Oui, donc il s'agit de la SA d'HLM Logement Francilien qui souhaite acquérir en vente en état futur d'achèvement 20 logements. Afin de financer cette opération, elle a souscrit, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, 4 emprunts (2 PLUS/2 PLAI) d'un montant global de 2 702 667 euros. La demande de garantie a été déposée avant le 1er juin 2017, aussi les modalités d'attribution d'une garantie départementale instaurées par la délibération du 30 septembre 2011 demeurent applicables. Il est proposé que la garantie apportée s'élève à 40 % des emprunts, c'est-à-dire porte sur un capital de 1 081 066,80 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien, merci. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Cette garantie est octroyée.

N 7/06

M. LE PRÉSIDENT. Donc nous en sommes au 7/06. C'est Céline, oui.

Mme NETTHAVONGS. Oui, la 7/06 est le prolongement du 7/04. C'est exactement la même chose. C'est la même société d'HLM "Les Foyers de Seine-et-Marne" qui demande une garantie complémentaire suite, encore une fois, à une modification de leur plan de financement. Toujours dans la même proportion.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Céline. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Non. Eh bien...

N 7/07

M. LE PRÉSIDENT. Alors, il nous reste ce que je vous ai proposé dans mes propos liminaires, c'est que je pense... Enfin, moi je souhaiterais que nous débloquions un fonds d'urgence de 30 000 euros pour les sinistrés des Antilles, mais qui sera versé à la Fondation de France. La Fondation privilégiera les projets des associations qui aideront les familles à reconstruire leur vie, retrouver un toit, des biens d'équipement de base et reprendre une activité, ce qui permettra à la communauté de reconstruire une vie sociale, associative et éducative. Elle soutiendra aussi – parce que je trouve que ce serait souhaitable – également les petits artisans et cultivateurs, dont l'outil de production a été détruit, pour relancer leur activité.

Pour rappel, je l'ai dit tout à l'heure, 24 sapeurs-pompiers du SDIS 77 ont fait partie du détachement des sapeurs-pompiers d'Île-de-France pour secourir les victimes des ouragans IRMA et MARIA.

Est-ce que vous êtes d'accord pour cette convention ? Y a-t-il des voix contre ? Je ne pense pas. Y a-t-il des abstentions ? Je ne pense pas, donc nous transmettrons cette convention à la Fondation de France.

Je ne voudrais pas terminer sans vous présenter Jérôme TISSERAND. Cela a été fait ? Ah bon ! Donc, j'ai tout faux. Bon, Jérôme, c'est la deuxième fois, mais c'est pareil. Voilà, voilà. Et bon appétit, voilà, merci.

La séance est levée à 13 heures 22.